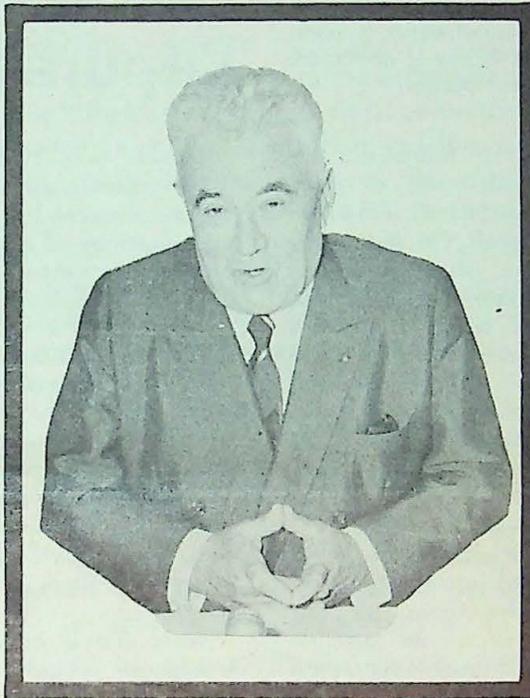


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 17 SEPTEMBRE 1970
N° 464, 1,50 F



D.R.

La vraie riposte



Agip

Répression

Soutenir la grève de la faim

Pierre Gautier

Cela fait plus de quinze jours que les grévistes de la faim de Fresnes, de la Roquette, de la Santé ont commencé leur lutte pour l'amélioration des conditions de vie de tous les détenus en France ainsi que pour les droits des détenus politiques. Leur état de santé s'aggrave maintenant d'heure en heure. Etant donné leur détermination, il est à craindre que, sans une réaction vive de l'opinion populaire, plusieurs d'entre eux laissent leur vie dans la bataille. Il faut briser le mur d'indifférence qui les entoure, alerter par tous les moyens (réunions, tracts, petites manifestations, créations de comités du Secours Rouge) ceux qui n'ont pas encore saisi que la lutte des grévistes n'était pas une aventure de « gauchistes » enrégés, mais une lutte contre un appareil bureaucratique et oppressif qui s'attaque à tous les travailleurs. Le ministère de la Justice fait le mort, il faut le réveiller. Le P.S.U. appelle tous ses militants, tous ses sympathisants à manifester activement leur solidarité avec les grévistes de la faim. Après le spectacle donné par la Cour de Sécurité de l'Etat, c'est un devoir politique impératif.

L'autocar rouge

Jusqu'à présent il semble que les initiatives prises au niveau des Comités locaux de Secours Rouge aient été relativement rares et c'est pourquoi nous pensons que le type d'action menée actuellement à Asnières, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne, Saint-Denis, Choisy, La Goutte d'Or, peut intéresser un certain nombre de camarades.

Dès le début du mois de juillet des contacts avaient été pris entre des militants de diverses organisations politiques révolutionnaires en vue de constituer des comités locaux destinés essentiellement à étendre auprès de la population les informations concernant les mesures répressives qui s'abattent sur les militants révolutionnaires les plus engagés.

Mais un groupe de camarades resté sur place prit rapidement conscience que la notion de répression devait être étendue à ceux qui la subissaient dans leurs conditions quotidiennes, les plus exploités d'entre nous : les travailleurs immigrés nombreux dans cette zone de la région parisienne.

Et c'est ainsi que le 23 août, neuf cars d'enfants de travailleurs immigrés accompagnés de membres de leurs familles partaient pour Mers-les-Bains, sur l'initiative de ces divers comités du Secours rouge — 450 personnes au total (dont une soixantaine de militants) s'installaient sur une plage dans l'enthousiasme des chants révolutionnaires et bientôt la baignade s'organisait. Pour beaucoup d'enfants c'était le premier contact avec la mer.

Des groupes de curieux ne tardaient pas à se former pendant qu'un vaste pique-nique — avec moules et meigues — se déroulait sur les gâlets au milieu des banderoles et des

drapeaux. Pendant ce temps des militants distribuaient tracts et journaux en faisant un travail d'explication qui semble avoir été mal compris. En effet, la plupart de ces camarades affichaient ouvertement leur appartenance maoïste (badges, livres rouges, slogans) et l'on comprend dans une certaine mesure l'erreur d'interprétation de la journaliste du « Nouvel Observateur » (article l'autocar rouge, numéro 303) qui, par ailleurs, a fait preuve d'une imagination un peu délirante (ex : certains slogans en espagnol).

A l'issue de cette journée un tract fut distribué dans les communes pour populariser cette forme de lutte — l'ensemble des militants s'est réuni pour analyser les éléments positifs et négatifs de la journée et dégager de nouvelles perspectives de luttes.

Tous furent unanimes à reconnaître que toute action du Secours rouge devait être débarrassée des étiquet-

tes des divers groupes qui le composent.

Pour répondre au désir des enfants, les militants aidés des travailleurs d'une cité de transit de Gennevilliers ont commencé à aménager un terrain de jeu. Malheureusement la répression n'a pas tardé à se manifester par la destruction systématique des aménagements en cours, et ceci montre la nécessité de rechercher un soutien efficace auprès des travailleurs français vivant dans ces mêmes banlieues défavorisées. Seule la solidarité des travailleurs français et immigrés peut réussir à vaincre l'oppression quotidienne du capitalisme. □

De la répression à l'épuration

Depuis mai 1968, la bourgeoisie se sentant menacée multiplie les attaques contre les militants et les organisations d'extrême-gauche. Le nombre des arrestations arbitraires, des licenciements de délégués, des perquisitions croît sans cesse. De nombreux militants sont emprisonnés pendant plusieurs mois sans jugement (tel Charles Masse inculpé d'après des documents photographiques !) ; d'autres sont frappés de peines très lourdes pour des délits mineurs (tel Julien condamné à six mois de prison ferme pour avoir peint des slogans maoïstes sur un pont).

Mais depuis quelques mois l'Etat bourgeois ressort une arme inemployée depuis Vichy et l'occupation nazie : l'épuration administrative. Les enseignants, comme le veut une tradition bien assise depuis le Second Empire, sont les premiers visés. Et le ménage est fait en grand,

de la base au sommet. Des instituteurs aux profs de fac (Levy-Leblond, Mury), en passant par les pions, on mute, on licencie, on intimide. Qui-conque est trop proche de ses élèves est suspect ; quiconque participe aux luttes aux côtés de ses élèves est dangereux. Le contenu des cours est surveillé, et si l'on est libre de dévider des inepties ou des platitudes sur Corneille ou sur la bataille de Marignan, on l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de dire des vérités sur le Front populaire, la Guerre d'Espagne, la Commune ou la Résistance.

Révolte à Versailles

Ainsi au lycée La Bruyère à Versailles, l'atmosphère fut particulièrement irrespirable à la fin du 2^e trimestre. Dans ce lycée modèle où toutes les élèves de la seconde à la terminale portent la blouse, la révolte couvait. Des lycéennes refusèrent de passer l'examen blanc et de subir les compositions. Le suicide d'une élève de seconde, les tracasseries administratives permanentes, le manque de contact avec l'extérieur suscitaient le malaise et le cafard, chez les élèves comme chez de nombreux enseignants.

Un jeune professeur d'histoire, M. Ragache, seul homme de l'établissement, muté à Versailles, en raison de ses opinions politiques et des liens trop étroits qu'il avait noués avec ses élèves à Boulogne, tenta avec l'appui de quelques collègues d'humaniser un peu cette affreuse « boîte à bachot ». Des débats, des conférences, des exposés furent organisés pendant les cours d'histoire-géographie, sur les problèmes du temps, le nazisme, le socialisme, le Tiers-monde, la Chine. De nombreuses lycéennes tentèrent de travailler en groupe. Quelques inscriptions spontanées apparurent sur les murs : « Vive la vie », « Vive Ho Chi Minh ! » ou encore « lycée La Bruyère = Charenton » !

Délit d'opinion = chômage

C'en était trop pour les conservateurs, une élève de première jugée indésirable fut « retirée par ses parents ». On fit la chasse aux élèves travaillant en groupe. En même temps, la note administrative de M. Ragache était abaissée à 11 (ce qui est très faible) et la mention B (ce qui signifie : indésirable à l'Education nationale) apposée sur son dossier rectoral. M. Ragache étant maître auxiliaire, il n'était même pas nécessaire de lui envoyer un avis de licenciement. Cette mise au chômage pour délit d'opinion n'est pas un fait isolé, elle fait partie d'un vaste plan de reprise en main de l'Education nationale.

La riposte

Mais rien n'est joué. La riposte doit s'organiser. Il faut que tous les militants d'extrême-gauche se regroupent au sein de comités du « Secours Rouge » pour venir en aide à nos camarades les plus touchés. Nous ne devons pas laisser s'installer le fascisme. Rendons coups pour coups. Le combat doit continuer partout et toujours. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 5

— Introduction à l'Economie Politique, R. LUXEMBOURG	21,50 F
— La Transition vers l'Economie Socialiste, CH. BETTELHEIM	20,80 F
— La Philosophie, conduite politique, J. JOLIVET	9,20 F
— Le prolétariat et sa dictature, LENINE	7,00 F
— Le Vietnam, J. CHENAUX	5,90 F
— L'Etat, G. BURDEAU	5,00 F
— Du Rural à l'Urbain, H. LEFEVRE	27,00 F
— La Gauche Révolutionnaire au Japon, B. BERAUD	15,00 F

Prix réel : 111,40 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Le Grenelle

“ qui viendra du froid ”

Serge Mallet

La dernière couverture de « Tribune Socialiste » montrait Georges Séguéy faisant antichambre, la serviette bourrée de dossiers, dans les couloirs de Matignon. Le Secrétaire général de la C.G.T. ne pourra pas nous accuser de mauvaises pensées : c'est lui, et lui seul, qui a pris l'initiative d'annoncer que la C.G.T. était prête, dès la rentrée d'octobre, à engager avec le gouvernement et le C.N.P.F. des « négociations de Grenelle à froid ». Georges Séguéy reprenait ainsi le projet avorté d'octobre 1969, ce « rendez-vous annuel » Syndicats-Patronat-Etat bourgeois qu'il s'était donné avec le président de la République lors des négociations de 1968 : on sait comment cette « institutionnalisation » de la participation syndicale à la bonne gestion du capitalisme français échoua : des deux côtés, les deux partenaires de la « participation conflictuelle » (selon le terme cher aux sociologues du travail) s'avèrent incapables de tenir leurs engagements réciproques : menacé par la fuite massive des capitaux, contraint de rassurer la masse des petits et moyens patrons sur qui il avait appuyé sa campagne électorale, le président de la République rechignait à compromettre la situation périlleuse du franc dévalué, par de nouvelles augmentations de salaires. De son côté, le secrétaire général de la C.G.T. fut débordé, dès le mois de septembre, par une vague de grèves « sauvages » — dues en fait autant à la colère des militants syndicaux de sa centrale qu'à celle de leur base — qui lui interdisait de faire de trop grandes concessions. Le rendez-vous dut être remis.

Entre temps, les choses ont changé. Le Trésor français s'est relativement consolidé : une fois réalisée la marge substantielle de surprofits que leur a permis le chambardement des monnaies européennes. La majorité des capitaux fuyards ont réintégré le bercail. Mais surtout, la situation monétaire internationale s'est modifiée. En 1968, voire en 1969, le franc s'est écroulé au milieu d'une conjoncture monétaire internationale stable ; en 1970, l'inflation a gagné tout le monde capitaliste occidental. Le dollar U.S. et le mark allemand souffrent, tout comme le franc, de la même hydropisie monétaire. Les risques d'inflation se trouvent de ce fait considérablement moins lourds de conséquences du point de vue de la concurrence intercapitaliste.

De l'autre côté, la C.G.T. a pris très au sérieux les contre-feux de diversion allumés par l'équipe ministérielle sous ses pas à l'occasion des « contrats de progrès ». Le risque de voir des accords contractuels partiels, limités à certains secteurs-clefs de la production — ceux en l'absence desquels on ne peut escompter de grève généralisée — se substituer aux négociations salariales d'ensemble à fort inquiété les directions syndicales. Celles-ci ne peuvent justifier leur existence, se réserver l'exclusivité de la négociation au sommet avec le pouvoir que si elles sont censées représenter la totalité des salariés. Les « contrats de progrès » diminuaient notablement ce pouvoir de représentation centrale. Les protestations de la C.G.T. n'ont pas changé grand-chose à cette dégradation de sa force de négociation conflictuelle. La précipitation avec laquelle le secrétaire général de la C.G.T. a couru au-devant des invites patronales, acceptant — avant que les luttes ouvrières parfaitement prévisibles pour cette rentrée, ne lui aient donné des moyens de pression sérieux — d'ouvrir une négociation globale sur des revendications salariales de « rattrapage » n'est certes pas un indice de force ; elle remet à sa juste place ses déclarations quelque peu tonitruantes de la fin du printemps dernier.

En fait, il ne fait pas de doute pour personne que ces négociations ne régleront rien : d'ici la fin de l'année, la montée des prix de détail sera de 7 à 8 % ; c'est dire que les « avantages consentis » par le patronat ne seront en tout état de cause qu'un rattrapage du grignotage salarial opéré par les manœuvres inflationnistes. La classe ouvrière n'ignore pas d'autre part, que toute augmentation de salaires — fut-elle réelle (ce qui ne sera pas le cas) — est immédiatement récupérée et dépassée par l'augmentation de la productivité imposée aux travailleurs, ce qui veut dire qu'en fait, seule la fraction la plus archaïque et la moins fortunée du patronat fait les frais, comme elle le fit déjà en 1968, d'augmentations de salaires nominales parfaitement intégrées par les entreprises modernes. Nous ne pleurerons pas hypocritement sur le triste sort du capital « non-monopoliste » que la direction du P.C. défend si allègrement, tandis que le camarade Séguéy le pousse vers la

tombe, mais les travailleurs des grandes entreprises ne sont pas dupes. A preuve les grèves tournantes de la Thomson-C.S.F. et du groupe Philips ayant pour objet la réduction des heures de travail au prorata de l'augmentation de la productivité. Gageons que des revendications de cette nature, qui se généralisent dans la classe ouvrière, ne figureront pas à l'ordre du jour du « Grenelle à froid » dont rêve le camarade Séguéy ; elles sont parfaitement inintéressantes par le système.

Là est pourtant l'enjeu des prochaines luttes sociales : en s'érigeant en partenaire privilégié du « pouvoir des monopoles », en acceptant d'emblée de ne situer son action « négociatrice » qu'au niveau défini d'avance par la conjoncture du système capitaliste français, la C.G.T. renonce à prendre en charge ce qui est aujourd'hui l'essentiel des revendications ouvrières : l'amélioration réelle des conditions de travail et de vie dans l'entreprise où elle passe les 3/4 de sa vie. En engageant, fait sans précédent dans le mouvement syndical européen (ni les T.U.C. britanniques, ni la D.G.B. allemande n'ont engagé de négociations centrales qui ne soient précédées d'une action à la base), les travailleurs dans des accords sur lesquels ils ne se seront pas exprimés, la C.G.T. prend le risque de se voir « déborder » par les actions spontanées des travailleurs. Et aussi, par l'action des autres centrales. Le camarade Séguéy ne peut ignorer qu'en dépit de ses intentions pacifiques, la C.F.D.T. ne peut, sous peine de graves risques internes, s'associer à cet « encadrement » par le sommet de la combativité ouvrière.

Curieuse façon de préparer l'unité offensive des travailleurs contre le régime des monopoles ! Mais aussi curieux mépris des sentiments profonds de la base ouvrière !

C'est une prophétie facile de prévoir que, comme en automne 1969, les travailleurs devanceront « le Grenelle à froid », et qu'une fois de plus, le gouvernement s'apercevra qu'il ne suffit pas de capter la confiance de ses dirigeants pour endormir, dans la pratique, la classe ouvrière.

Serge MALLET.

Un duo bien modeste

Jean-Marie Vincent

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Personne n'ignore que le rassemblement des révolutionnaires est à la fois nécessaire et difficile. La dispersion n'est en effet pas propice à la constitution d'une gauche révolutionnaire qui puisse apparaître aux yeux des travailleurs comme une force politique sinon décisive, du moins importante. Mais en même temps les oppositions qui existent entre les différentes organisations révolutionnaires ne sont pas simplement des querelles de mots : elles tiennent à des expériences différentes, à des modes divers d'insertion dans la réalité sociale, à des analyses divergentes des rapports de classe à l'échelle nationale et internationale. Et c'est certainement aller trop vite en besogne que de les considérer comme dérisoires.

Les objectifs de l'unité révolutionnaire

Pour dépasser les divisions il faut par conséquent affronter très sérieusement des problèmes théoriques (la situation et l'évolution possible du monde dans lequel nous luttons) et des problèmes pratiques (comment lutter ? sur quels points faire porter les efforts principaux ?) en faisant les travailleurs juges des solutions et des orientations mises en avant. C'est dire que l'unification des révolutionnaires ne peut être autre chose qu'un processus complexe où chaque partie prenante, pour apporter une contribution positive, doit elle-même se transformer et passer à un niveau supérieur d'intervention politique en direction de la classe ouvrière.

C'est pensons-nous, en fonction de ces quelques principes généraux qu'il faut examiner les efforts d'unification partielle entrepris depuis plusieurs mois par la « Ligue Communiste » et par « Lutte ouvrière ». Disons tout de suite que le caractère limité de l'opération tentée (unification de deux organisations sur la base commune de l'idéologie trotskyste) n'est pas en lui-même critiquable : l'unité partielle peut être un tremplin pour une unification plus étendue et il est clair qu'on ne peut faire dépendre la construction du parti révolutionnaire de l'unification totale de tous les groupes et groupuscules tels qu'ils existent aujourd'hui.

Toutefois les discussions entre la Ligue et « Lutte Ouvrière », telles qu'elles se sont reflétées publiquement jusqu'à maintenant, paraissent singulièrement pauvres et peu susceptibles de faire avancer l'extrême gauche révolutionnaire. Trois questions sont apparues comme essentielles dans le débat : la question de l'Internationale et de l'internationalisme, celle du centralisme démocratique, celle du travail ouvrier. Elles sont indéniablement importantes, le malheur est qu'elles ont été traitées sur un plan extrêmement formel.

L'Internationale

Reprenons les, l'une après l'autre. Les camarades de la Ligue Communiste ont fait de l'adhésion à la Quatrième Internationale un préalable à l'unification. Les camarades de L.O. se sont mollement défendus en soulignant l'extrême faiblesse des forces qui font allégeance au secrétariat unifié de la IV^e Internationale et en mettant en question le droit des organismes centraux de ladite Internationale de s'im-

miscer de trop près dans les affaires des sections nationales (la section française par exemple). A un moment, il est vrai, les représentants de L.O. ont poussé l'audace jusqu'à expliquer que l'Internationale, en fait, n'existait pas et qu'il restait à la construire, mais ils n'ont pas poussé plus loin et ont accepté passivement que les dirigeants de la Ligue puissent présenter le regroupement international dont ils font partie comme le noyau central autour duquel se bâtira l'Internationale de masse. De cette façon nous n'avons eu droit ni à un bilan critique de quarante ans de trotskysme international, ni à une confrontation sérieuse sur le programme qui doit être celui de l'internationalisme aujourd'hui et sur les forces qui doivent l'incarner. On peut certes trouver dans la presse de la Ligue des analyses ou des appréciations sur l'U.R.S.S. et la Chine, sur la révolte des peuples colonisés, sur la crise du monde occidental, le tout coiffé par des considérations sur « la montée de la révolution mondiale » s'exprimant par la marche en avant de la révolution socialiste dans les pays capitalistes, de la révolution coloniale dans le « tiers monde » et de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés. Mais cette météorologie, mêlée d'astrologie, ne représente ni une prise de conscience des obstacles réels à surmonter pour parvenir à une lutte prolétarienne internationalement coordonnée, ni une analyse des rapports de classe internationaux (de l'Est à l'Ouest dans leur interdépendance), ni une stratégie pour aboutir à la jonction réelle des forces aujourd'hui en lutte.

Le centralisme démocratique

La deuxième question, celle du centralisme démocratique n'est pas traitée de façon plus satisfaisante. A tort ou à raison (ce n'est pas notre propos ici) « Lutte Ouvrière » se méfie des méthodes de direction et du régime interne de la Ligue Communiste. Elle soupçonne le bureau politique de la Ligue de vouloir absorber les militants de L.O. pour se donner une base plus ouvrière tout en ayant l'arrière-pensée de réduire les possibilités d'expression de ces militants au strict minimum. En fonction de cette appréciation les dirigeants de L.O. réclament le droit de fraction et la possibilité de s'exprimer à l'extérieur de l'organisation unifiée. Les dirigeants de la Ligue rétorquent qu'ils sont de bons léninistes, bien meilleurs que les dirigeants de L.O. qui eux, ont des méthodes de direction vraiment effroyables (pas de congrès, pas de délibérations démocratiques, etc.). Grâce à ce déballage nous avons d'ailleurs droit à des considérations savoureuses sur le coût des bulletins intérieurs et des déplacements des leaders de tendance, etc. A notre grand regret il y a dans tout cela une carence majeure, l'examen du système d'organisation (le centralisme démocratique) sous son angle politique fondamental : comment constituer une avant-garde politique de militants pleinement responsables et capables d'animer des luttes de masse et comment assurer la centralisation des luttes localisées, c'est-à-dire leur insertion dans le contexte de la lutte politique des classes. En d'autres termes

ce qu'on peut reprocher aux parties en présence, c'est de poser le problème du centralisme et de la démocratie dans l'abstrait et de discuter du degré de l'un et de l'autre indépendamment des tâches qu'il faut confier à l'organisation dans la période présente. A notre sens une organisation qui s'avère incapable de lutter, dans les faits et non dans les mots, pour les objectifs révolutionnaires, est forcément promise à la dégénérescence bureaucratique, car ses membres (qu'elle soit secte ou grand parti) devront compenser leurs propres difficultés par la croyance en la capacité manœuvrière de la direction. L'imitation formelle du bolchevisme ne change rien à l'affaire.

L'implantation ouvrière

On pouvait espérer plus sur la question du travail ouvrier. Mais là aussi nous devons avouer notre déception. Les camarades de L.O. qui ont indéniablement derrière eux une longue expérience de travail dans les entreprises demandent que tous les adhérents de l'organisation unifiée fassent un travail en direction de la classe ouvrière. A cette demande les camarades de la Ligue répondent, à juste titre, qu'il y a d'autres secteurs de travail à couvrir et qu'on ne peut abandonner à l'ennemi de classe les milieux réceptifs de la petite bourgeoisie. Les dirigeants de L.O. répliquent bien sûr, que tout cela est vrai, mais que les « gauchistes » doivent s'insérer en premier lieu dans la classe ouvrière où ils ne sont pas encore grand chose. On imagine bien que dans une telle discussion un compromis pourra être trouvé, en dosant par-ci par-là et en tenant compte des habitudes des organisations anciennes. Mais précisément il ne nous paraît pas que la question soit bien posée. Les intellectuels ou les militants d'extraction petite-bourgeoise peuvent dans certaines circonstances être intégrés à un travail d'entreprise et cela peut permettre dans un contexte particulier de briser l'isolement par rapport aux travailleurs ; mais la question essentielle reste celle de l'orientation générale de l'organisation, celle de sa capacité à comprendre la situation et les formes de lutte des travailleurs pendant toute une période, celle de sa capacité à formuler les mots d'ordre et les modes d'intervention qui font progresser la classe ouvrière. Il doit y avoir effectivement subordination des luttes des secteurs non ouvriers à la lutte ouvrière, mais pas de façon mécanique et surtout pas par la négation des luttes sociales non ouvrières. Le rôle qu'on peut avoir dans une lutte paysanne bien menée fait plus pour s'implanter dans l'industrie que la distribution dans les entreprises, de centaines de milliers de tracts mal faits.

Tout bien pesé le reproche majeur qu'on fera à la Ligue et à L.O. c'est d'avoir jusqu'à présent manqué d'ambition dans leur dialogue. On a trop l'impression qu'ils n'ont pas cherché autre chose qu'une bonne petite unification pas trop difficile, susceptible d'améliorer leur poids dans le « gauchisme ». Souhaitons qu'ils soient à l'avenir un peu moins modestes et qu'ils pensent sans sectarisme à ce qu'ils peuvent faire pour la construction du parti révolutionnaire.



vie économique

Giscard à découvert

Christian Leucate

Le budget de 1971 réserve peu de surprises : comme chaque année à la même époque Giscard fait le même discours pour justifier la même politique. Mais cette fois-ci, son sens réel apparaît sans équivoque : ce que l'on veut nous présenter depuis le « plan de stabilisation » de 1963 comme des principes de « bonne gestion » s'inscrit clairement dans une stratégie sociale d'ensemble, conforme aux intérêts et à l'idéologie du capitalisme industriel et financier, celle du VI^e Plan.

Car les dogmes abstraits et éternels de l'« orthodoxie financière » que Giscard a su faire officiellement consacrer, l'exigence d'une stabilisation de la pression fiscale, celle de l'équilibre strict des finances publiques, le principe de la « vérité des prix » imposé aux entreprises publiques ne sont que les alibis idéologiques derrière lesquels se dissimule une politique précise : il n'y a pas plus « neutralité » des dépenses publiques que de neutralité de l'Etat en général et la volonté de limiter strictement le rôle du budget correspond à la volonté délibérée de faire prévaloir de façon générale les principes de l'économie marchande, auxquels le « service public » dans ses formes traditionnelles pouvait encore échapper.

Le budget de 1971 illustre cette politique d'une façon encore plus caricaturale que le V^e Plan lui-même. La croissance globale de la dépense publique y sera de moins de 9% par rapport à 1970 : si l'on tient compte de la hausse prévisible des prix (3% au moins) cela correspond à une croissance

des dépenses de l'Etat nettement plus lente que celle de la production d'ensemble. En d'autres termes, la part des consommations collectives (services et équipements publics) doit décroître dans l'ensemble de la production.

Cela résulte en premier lieu de la démagogie pratiquée notamment à l'égard des couches privilégiées sous couvert de « réforme fiscale » (1). Celle-ci contribue dans les faits non seulement à aggraver l'injustice fiscale mais surtout à limiter la part des revenus qui est socialisée et à favoriser systématiquement celle qui est laissée à la libre disposition des individus, aux fins de l'accumulation capitaliste ou de la consommation privée.

Cette politique de privatisation généralisée des consommations s'exprime également dans la façon dont s'effectue la dépense publique.

● Ses effets sont évidents dans les secteurs où l'Etat ne joue plus qu'un rôle d'appoint, le financement et l'organisation des services étant progressivement transférés à la « libre initiative » capitaliste. L'appel à l'épargne privée — entendons la soumission aux arbitrages du capitalisme financier — représente déjà 750 millions pour les autoroutes, 1.200 millions pour le téléphone (Finextel). Dans ces cas la « neutralité » des finances publiques montre clairement quels intérêts elle sert.

● Mais le choix de la privatisation opère beaucoup plus en profondeur : au sein même du secteur public, la lutte est menée contre le principe de la gratuité et contre toute socia-

lisation totale ou partielle des coûts.

Ainsi les prestations familiales et la contribution de l'Etat à la Sécurité sociale sont sévèrement plafonnées. De même au nom d'une abstraction comptable, la « vérité des prix », les aides de l'Etat aux entreprises nationalisées sont diminuées de 100 millions. Les conséquences immédiates de cette politique sont claires : dégradation des prestations sociales, hausse des tarifs publics. Pour la R.A.T.P., malgré l'extrême discrétion de l'administration, il est acquis que les hausses seront du même ordre que cette année. En outre, l'Elysée s'est opposé au rétablissement de la taxe (supprimée en 1958) qui mettait partiellement à la charge des entreprises le déficit des transports en commun.

Pour l'énergie ou la S.N.C.F., ce sera comme dans le passé, les usagers qui paieront le prix de l'« équilibre financier » et des avantages multiples de tarifs accordés aux entreprises.

Si le dogme de la « vérité des prix » trouve dans son application les accommodements nécessaires, sa portée économique et idéologique générale est claire : il s'agit de subordonner définitivement la satisfaction de tous les besoins, aussi bien sur le marché privé que dans le secteur public, au principe dominant de l'économie capitaliste et de la « société de consommation » : à chacun, selon sa fortune...

● Si on observe plus en détail la répartition faite des ressources publiques, les conséquences de la « politique Gis-

card » apparaissent encore plus lourdes du point de vue du bien-être collectif :

La restriction globale de la dépense publique est telle que l'essentiel des crédits nouveaux se trouve absorbé par des dépenses quasi incompressibles : à elles seules les dépenses assurant le fonctionnement ordinaire des services doivent croître de 13% du fait notamment de la pression des besoins en effectifs et des hausses déjà acquises du traitement des fonctionnaires. Ce sont donc les dépenses d'équipement celles qui conditionnent le plus durablement la qualité des services collectifs et du cadre de vie qui supportent pour l'essentiel le fromage : en termes réels, il y aura stagnation de l'effort d'équipement public. Pour le financement public du logement, un recul net est observé : 344.000 logements pour 385.000 en 1969...

Dans de telles limites, l'administration va surtout chercher à « limiter la dégradation » des services publics, consciente du fait qu'il existe un seuil au-dessous duquel le mécontentement des usagers pourrait devenir explosif... Les seuls secteurs où l'Etat fait réellement un effort de développement sont ceux qui contribuent directement aux « activités productives », c'est-à-dire à l'accumulation du capital : l'éducation nationale, malgré une nette tendance au ralentissement de ses crédits, reçoit encore 20.000 postes supplémentaires (pour 30.000 en 1975). En matière d'investissements budgétaires, seuls connaissent une croissance significative les télécommunications (+ 15%) et la voirie routière (+ 45%)...

En définitive, ce que démontre ce budget c'est que la politique économique du gouvernement ne se résume en rien au prétendu « désengagement de l'Etat » sur lequel se lamentent les technocrates de gauche. En effet la politique Giscard va beaucoup plus loin que la seule politique Chalandon (les téléphones et les autoroutes...); sous la double pression du capitalisme financier et de l'idéologie moderniste, elle tend à réduire la faible marge d'autonomie que pouvaient conserver les services publics, pour soumettre totalement l'intervention de l'appareil d'Etat aux intérêts les plus immédiats du capitalisme et pour le plier jusque dans le fonctionnement quotidien des services publics aux règles du jeu du « capitalisme sauvage ».

Mais par là même, l'Etat, dépouillé de tous les faux semblants idéologiques sur la neutralité démocratique des services publics, apparaît de plus en plus clairement aux yeux des travailleurs pour ce qu'il est : la pure expression des intérêts politiques de la classe dominante. En se battant contre toutes les conséquences immédiates des choix budgétaires, sur tous les fronts où cela est possible — santé, université, logement et cadres de vie... — il appartient au mouvement révolutionnaire de pousser jusqu'au bout une explication politique dont le pouvoir lui donne imprudemment les moyens.

(1) A ce sujet, cf. « Beaucoup de bruit pour rien », T.S. n° 463.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Le numéro : 2,00 F

Numéros disponibles :

N° 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

La rentrée à la S.N.C.F.

Si les cheminots avaient pu conserver des doutes sur l'orientation de la réforme de la S.N.C.F., l'étude des « Résultats financiers pour 1969 » viendra les éclairer. Nous analyserons, dans cet article, quelques chapitres particulièrement significatifs.

L'examen du bilan 1969 fait apparaître un accroissement des recettes supérieur à l'accroissement des dépenses ; pour nos dirigeants, ce sont là des résultats « positifs » dont ils sont fiers. Voyons comment ces résultats « positifs » ont été obtenus :

- les dépenses de personnel, y compris les charges patronales ont augmenté de **moins de 5 %** ; c'est peu, si l'on considère que l'augmentation globale salariale, pour la même année, a largement dépassé ce taux.

L'explication de ce phénomène est très simple : **12.000 cheminots** partis à la retraite n'ont pas été remplacés, et ce, en période d'expansion du trafic ; l'augmentation de la production par heure de travail d'agent a **augmenté de près de 15 %**. (Il est à noter que sur le plan des chemins de fer européens, les cheminots français détenaient déjà le record de productivité du travail).

Ainsi, les dépenses globales de la S.N.C.F. n'ont augmenté que de 8,1 %, bien que les charges financières aient augmenté de 10 % et que les impôts et taxes payés par la S.N.C.F. aient augmenté de **plus de 23 %**. On peut donc se demander si M. Giscard d'Estaing recherche réellement « l'équilibre budgétaire de la S.N.C.F. », équilibre dont on nous rebat si souvent les oreilles, et qui constituait l'objectif essentiel de M. Mondon.

Si l'on remarque également que les tarifs voyageurs et marchandises de la S.N.C.F. atteignent respectivement 0,86 et 0,69 du niveau des prix en général, la notion de « déficit » prend un tout autre aspect.

Au vu de ces quelques chiffres, les cheminots comprendront aisément que « résultats positifs » en

système capitaliste cela ne signifie pas forcément « résultats positifs » pour les travailleurs, bien au contraire.

Ainsi, à une augmentation de la productivité ne correspond ni une augmentation équivalente des salaires ni une amélioration des conditions de travail. Bien au contraire, celles-ci se dégradent : accélération des cadences, roulements plus tendus, difficultés accrues pour obtenir repos et congés, etc.

Bien sûr, les cheminots n'accepteront pas indéfiniment de faire les frais de cette politique d'exploitation ; la modernisation doit améliorer leurs conditions de travail et non pas aggraver les difficultés. Les premiers effets néfastes de la Réforme commencent à apparaître clairement ; aussi nos objectifs, pour les luttes immédiates deviennent plus précis. C'est évidemment sur les conditions de travail, contre l'exploitation accrue des travailleurs qu'il faudra se battre. Bien entendu cela ne signifie nullement que nous devons abandonner les revendications salariales, notamment pour les petites échelles.

L'action de chaque militant, à l'intérieur de son syndicat dans le

respect absolu de la démocratie n'est plus suffisante. Nous devons mener une action politique constante, une véritable campagne d'information et de dénonciation des **objectifs réels** de la Réforme. Car sous les appellations ronflantes, qui se veulent « modernes » : « Participation », « Contrats de Progrès », « Nouvelle société », se cache en réalité la vieille formule d'exploitation capitaliste : faire travailler plus en payant le moins possible, pour tirer le maximum de profits.

La Commission Nationale Entreprise s'efforcera de réunir le maximum d'informations et de documentation afin de donner à tous les cheminots P.S.U. les moyens de mener cette campagne.

Mais dès maintenant, c'est à l'ensemble des groupes cheminots qu'il revient de lancer l'explication politique, avec le soutien de toutes les sections du parti.

Nous ne pouvons pas attendre... Laisser se développer le mythe des résultats obtenus par des parlottes au sommet sans actions à la base, c'est laisser commettre un crime contre la classe ouvrière.

Deux patrons boxent des ouvriers

Dans une petite entreprise métallurgique du Mellois (Sud des Deux-Sèvres), un adhérent C.F.D.T. est licencié en juillet pour avoir osé demander à déplacer sa table de travail qui était au soleil (55° ce jour-là !), mais ce n'était qu'un prétexte, le vrai motif a été avoué verbalement par le patron « Tu mettais du mauvais esprit dans l'atelier ».

Dernièrement le patron avait dit entre autres choses « Si vous ne filez pas droit, je vous prendrais dans mon bureau d'homme à homme et je ferais ce que je faisais avec mes légionnaires quand ils ne marchaient pas ».

Le 31 août, l'ouvrier est allé voir le patron pour lui demander un certificat de travail et l'attestation pour

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

l'allocation chômage. En même temps il a tenu à l'avertir qu'il lui adressait une lettre recommandée pour lui demander d'être réembauché. Cela a rendu le patron furieux et il a porté **deux coups de poing** à la tête de l'ouvrier. Celui-ci a fait faire un constat médical et porté plainte. Affaire à suivre.

A Bouillé-Loretz, dans le Nord des Deux-Sèvres, dans une petite entreprise de confection, les ouvrières sont payées au minimum de misère. A la paye de juin 70, une jeune femme, voit baisser son salaire horaire de 3,60 F à 3,42 F — c'est-à-dire en dessous du minimum de la convention. Motif « Travail et rendement insuffisants ».

Elle s'informe auprès de l'U.L.-C.F.D.T. de Thouars qui intervient pour le paiement réglementaire. Le réajustement est fait... mais deux jours plus tard la jeune femme reçoit sa lettre de licenciement avec un préavis incomplet.

Le mari de cette jeune femme (adhérent C.F.D.T.) intervient chez le patron pour lui demander le paiement complet du préavis légal. Réponse du patron : **de violents coups de poing à la figure**. Huit jours d'arrêt de travail, il doit passer une radio.



A.F.P.

On liquide en douceur

La CEGEBAT est une petite entreprise métallurgique de l'Isle-Adam, où 160 salariés fabriquent des tablettes de rayonnage, des sous-plafonds métalliques, des allèges. Elle appartient au groupe Péchiney.

Depuis quelque temps courent des bruits de fermeture de l'entreprise. Vérification faite, ces bruits sont fondés puisque l'inspection du travail comme la préfecture, consultées, avouèrent la fermeture inévitable pour le mois de décembre 1970. C'est qu'en effet Péchiney opère un regroupement à Maxéville.

Le processus de liquidation de la CEGEBAT est très édifiant : on commence par faire circuler des rumeurs de fermeture, soigneusement équilibrées par des démentis. Ainsi se crée dans le personnel un lourd climat d'inquiétude. Ensuite, on annonce que les activités de la maison vont se raréfier ; les ouvriers qui voudront partir recevront une prime de départ.

Les plus jeunes, ainsi mis en condition, partent donc. Il ne restait plus au 9 septembre que 104 travailleurs dans l'entreprise. Bien entendu, ceux qui étaient partis et avaient pu trouver assez vite un autre emploi étaient ceux qui étaient dans la force de l'âge. La moyenne d'âge des autres est de plus en plus élevée, et leurs difficultés de reclassement considérables. On comprend que, pris à la gorge et désireux de conserver le plus longtemps possible un emploi qui est pour eux vital, ils ne soient pas extrêmement combatifs. Voilà comment on ferme une entreprise sans « faire de vagues »...

Pourtant les choses ne se passent pas aussi simplement que le patronat pouvait le souhaiter. Dès le mois de juillet, le P.S.U. distribuait à la sortie de l'entreprise un tract expliquant le mécanisme de la concentration capitaliste, et annonçant que les militants du Parti se mettent à la disposition des

travailleurs pour toute action qu'ils jugeraient utile. Dans la première quinzaine d'août, deuxième tract, alertant la population de la ville ; enfin, troisième tract, rédigé cette fois en commun avec le Parti Communiste et le Parti Socialiste où les travailleurs de l'entreprise sont conviés à une Assemblée générale.

Cette Assemblée générale eut lieu le 9 septembre en présence d'une cinquantaine de travailleurs.

Le débat fut long et animé, largement fourni en précisions techniques par le délégué au comité d'entreprise. Le maire de l'Isle-Adam, s'il montra bonne volonté et compréhension, prêcha cependant aux travailleurs une modération bien proche de la résignation...

Sur proposition de la C.G.T. sera formé un « Comité pour la défense de l'emploi à l'Isle-Adam ».

Les interventions du P.S.U. ont visé surtout à associer l'ensemble de la population de la ville aux actions des travailleurs de l'entreprise. Il serait important, à notre sens, que la CEGEBAT soit ouverte un jour pour que les Adamois puissent la visiter et comprendre le scandale de la fermeture de cette

usine moderne ; que le problème général de l'emploi dans la région soit pris en main **publiquement** par la municipalité ; que le conseil municipal alerte par voie d'affiches l'ensemble de la population sur la grave menace qui pèse sur 100 familles de la ville... Le silence serait, dans cette affaire, le meilleur allié de Péchiney.

Il reste que deux sortes de problèmes sont posés par la fermeture prochaine de la CEGEBAT ; le sort immédiat de 100 familles dépendant, pour la plupart, du salaire d'un ouvrier âgé (ce sont maintenant des travailleurs de 55 à 62 ans qui déchargent les camions !), et le problème plus général de l'emploi dans la région de l'Isle-Adam, considérée comme zone résidentielle. Dans la logique du capitalisme, en effet, on n'a pas à travailler là où l'on réside. Voilà qui ne fera pas avancer la solution à l'engorgement des transports publics dans la région...

Les travailleurs de la CEGEBAT s'organisent pour se battre. Ils ne seront pas seuls. Toute la ville les aidera dans une bataille pour l'emploi qui intéresse toute une région qui en est de plus en plus démunie.

Luttes agricoles

Deux salariés réintégrés

Le 1^{er} juillet 70, la Direction du S.A.P.E.R.F.E.L. (1) licenciant arbitrairement deux jeunes contrôleurs laitiers. Motifs invoqués dans la lettre de licenciement :

● « Refus notoire d'exécuter le travail prévu du 1-7-70. »

● « Absence de votre secteur sans autorisation le 1-7-70. »

En fait, de quoi s'agit-il ? Le Directeur voulait imposer un changement de secteur à ces deux contrôleurs ce qui avait pour conséquence pour l'un, de changer de résidence, et pour les deux d'augmenter considérablement leur travail. Ceci sous 48 heures.

Les deux intéressés ont refusé et sont allés voir leur délégué du personnel entre 11 h. 30 et 15 h. 30 pour lui soumettre le problème. Bref le Directeur voulait se séparer de ces deux jeunes contrôleurs qui cherchaient à discuter de leurs propres conditions de travail (ça ne se faisait pas, avant on exécutait sans rien dire, on se faisait « étriller » par la suppression de 10-15.000 de prime) et... une section C.F.D.T. était en démarrage !

Pendant les vacances, les travailleurs du S.A.P.E.R.F.E.L. ont été très actifs : réunions, organisation de la section, contacts avec les agriculteurs administrateurs. Le syndicat C.F.D.T. mettait le C.D. J.A. dans le coup. Celui-ci a pris de nombreux contacts dans le milieu agricole en faveur des deux licenciés. Le 10 août fin des vacances. Mais au lieu de reprendre le travail, les travailleurs se mettent tous en grève le jour-même. Grève de cinq jours qui permit de faire capituler la Direction. L'accord de fin de grève comprend :

● La réintégration des deux licenciés sans sanction ni perte de salaire.

● Paiement des jours de grève.

● Suppression de trois blâmes.

● Et de nombreux autres avantages obtenus qui concernent l'organisation du travail et son amélioration.

(1) (Syndicat pour l'Amélioration des Performances des Femelles Laitières des Deux-Sèvres.)

Le candidat du socialisme

Michel Rocard

A Bordeaux le candidat du P.S.U. se bat pour ranimer dans cette ville un courant socialiste qui était sur le point de disparaître faute de relève.

Bordeaux et sa région, comme toute la France, subissent chaque jour davantage les méfaits du pouvoir capitaliste.

L'emploi et le développement dépendent des choix du grand capital français et étranger. Les salariés et les petits commerçants sont exclus de toutes les décisions. L'Etat n'écoute que l'avis des groupes financiers et se plie à leurs conditions.

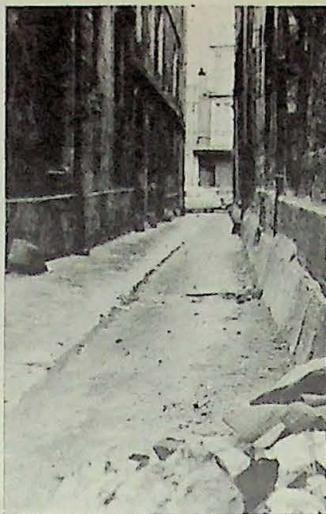
Le logement se développe... quand il est rentable. Aux riches les beaux quartiers, bien situés ; aux travailleurs les lotissements lointains ou les rues insalubres sur lesquelles la spéculation ne s'est pas encore abattue.

La situation des personnes âgées sera digne si elles peuvent payer sinon la société leur accordera quelques miettes : une vie de travail pour finir honteusement.

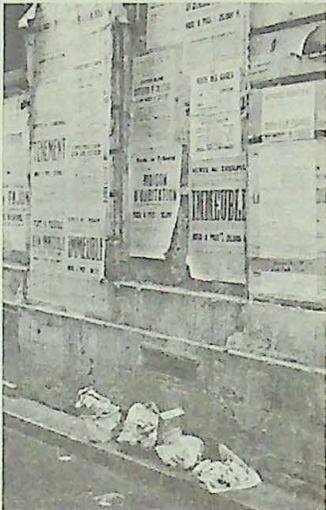
Le socialisme c'est le renversement de cet ordre injuste et inhumain. Pour cela les travailleurs doivent imposer leur propre pouvoir contre celui de la grande bourgeoisie. Alors ils pourront diriger la production en fonction des besoins les plus urgents et changer les conditions de travail ; ils pourront développer l'économie selon un plan conçu pour que chaque région utilise à fond son potentiel ; ils mettront un terme aux incroyables gaspillages par lesquels le capitalisme dilapide une part importante du fruit du travail. Et ils utiliseront ces économies pour transformer nos villes, développer les possibilités de formation, transformer la condition des vieux, venir en aide aux peuples qui cherchent à briser les liens de l'impérialisme.

Mais pour y parvenir il faut qu'il y ait en France une renaissance du mouvement socialiste. Le P.S.U. relève le défi lancé par les tenants du grand capital, les Chaban-Delmas et les Servan-Schreiber, mais il ne ménage pas non plus ceux qui, tout en se disant de gauche, préfèrent les louches alliances centristes et les compromis avec le capital (ceux qui sont, par exemple, partisans de la dénationalisation !) plutôt que de construire l'unité des travailleurs contre la classe bourgeoise.

Le grand capital n'a rien à redouter de Servan-Schreiber. Comme à Nancy il se réjouira de toutes les voix de gauche qui seront divisées sur son nom. Mais s'il se révèle une forte opposition pour appliquer un programme révolutionnaire, alors les travailleurs — actifs et retraités — se sentiront plus forts pour développer leur lutte contre l'injustice et l'oppression.



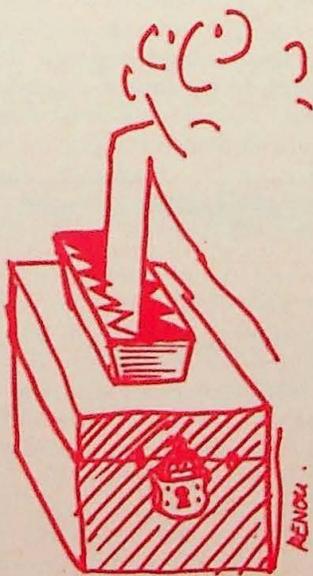
Rue de la Coquille.



Rue Vinet.



Rue Leupold.



Il vote Chaban.



Les dessous des deux bonnets

Etes-vous bien sûr qu'à Bordeaux le plus pitre soit Servan-Schreiber ? Après tout Chaban-Delmas ne se défend pas mal non plus. C'est plus discret, certes, mais avouez qu'il a de ces trouvailles étonnantes, ce grand bourgeois, serviteur zélé des intérêts de sa classe. Allant en promenade serrer la main des ouvriers et des clochards c'est assez drôle aussi, non ?

Voilà donc le chapeau monté et les parieurs prêts à choisir lequel des deux clowns emportera la faveur du public. Certains trouvent que tout cela réanime la vie politique française. D'autres s'en indignent et sont choqués dans leur respectabilité électorale.

Mais à y regarder de plus près ce spectacle n'a rien d'étonnant. Et quels qu'en soient les numéros, le plus intéressant se passe dans les coulisses. Car c'est là que derrière ces hommes nous découvrons l'essentiel : les intérêts de la bourgeoisie et l'affrontement en son sein de deux courants politiques qui prétendent tous deux avoir la meilleure solution pour les servir.

Chaban-Delmas et Servan-Schreiber c'est plus en effet que « bonnet blanc et blanc bonnet », image chère au parti communiste.

Certes ils se trouvent du même côté de la barrière et si certains se faisaient encore quelques illusions sur le parti radical ils peuvent lui envoyer rapidement un faire-part avec les condoléances irritées de la « gôche non communiste ».

Un homme isolé

Mais pour ceux qui ont compris depuis longtemps que la tentative Servan-Schreiber n'avait d'autre but que de servir mieux encore les intérêts de la classe dominante il convient de pousser l'analyse. Car cette élection loin d'être une péripétie électorale insignifiante est au contraire riche en enseignement

pour tous ceux qui luttent aujourd'hui contre l'organisation sociale du travail. Elle nous confirme plusieurs choses et elle nous en apprend d'autres.

Ce qu'elle nous confirme c'est que de Gaulle parti, la bourgeoisie française ne peut plus se payer le luxe d'avoir une politique.

Il n'y a plus que des intérêts qu'il faut gérer au mieux : l'affaire Ford, cette usine implantée sans aucun contrôle, sans garantie réelle pour les travailleurs, manifeste à quel point on ne se donne même plus la peine en haut lieu d'effectuer un simulacre de planification. La manière dont s'effectuent les investissements étrangers rend en effet caduque toute volonté politique tendant à un équilibre régional ou à la mise en place de structures de reconversion dans les industries en perte de vitesse.

La bourgeoisie française doit tenir compte des nouvelles données du capitalisme européen. Elle doit accepter le transfert des mécanismes de régulation nécessaires pour éviter l'anarchie de la production, de l'Etat national aux grandes unités de production, sans avoir aucun contrôle sur celles-ci lorsqu'elles sont étrangères. Le problème n'est pas ici de pleurer sur la perte de l'indépendance nationale mais d'insister sur la contradiction croissante au sein de l'U.D.R. entre les traditions politiques de la droite classique et les intérêts de la grande bourgeoisie, entièrement tournés vers « l'ouverture » de l'économie française au marché international. Or ce passage est extrêmement délicat. Il nécessite entre autres choses, on l'a déjà dit et redit, un changement de base sociale pour le régime. Il exige sinon un accord du moins un calme relatif de la classe ouvrière.

Pompidou a cru un moment que Chaban serait l'homme de cette politique.

Aujourd'hui il ne le croit plus.

(Suite en dernière page.)



**J.-J. est arrivé...
après Ford**

A.F.P.



A quelques jours du scrutin, si les Bordelais n'ont peut-être pas démêlé les nuances qui séparent les deux hommes sur lesquels les projecteurs de toutes les forces politiques ont polarisé la lumière, ils auront sans doute compris qu'il est un domaine où jamais l'un ne battra l'autre : l'art de la dissimulation. Parlons un peu de l'affaire Ford. On peut affirmer, sans craindre de procès en diffamation, que Jacques Chaban-Delmas et Jean-Jacques Servan-Schreiber mentent, l'un parce qu'il savait, l'autre parce qu'il ignorait.

Les marionnettes

Qu'Henri Ford n'ait pas informé exactement le secrétaire général du Parti Radical de ses intentions, il n'y aurait jamais là qu'un problème personnel entre les deux hommes si l'ancien directeur de l'Express n'avait pas choisi de lancer, à ce propos, une fausse querelle inquiétante. C'est, à vrai dire, ne rien connaître aux mécanismes complexes de l'implantation de centres de production de cette

importance que d'imaginer, comme l'affirme, avec une superbe assurance, Servan-Schreiber, qu'une décision puisse être prise en quelques jours en fonction du décès d'un député gaulliste. C'est en particulier, quand on se flatte d'être reçu à Detroit, ne rien connaître de la stratégie sud-européenne de la firme américaine qui explique largement son choix sur Bordeaux.

Ce ne serait grave que pour l'homme qui aspire à réformer sans comprendre si ce sauveur universel ne faisait pas interférer le jeu politique et ses querelles personnelles.

Chacun sait, en effet, que la seule justification de sa candidature dans la Gironde est de rappeler à Henri Ford, et, à travers lui, qu'il est un interlocuteur avec qui il faut compter. Mais est-il « correct », pour reprendre un mot qu'il affectionne, de prendre 40.000 électeurs girondins pour marionnettes destinées à vider un problème personnel ?

Que le déjà ancien et probablement nouveau député de Bordeaux

ait exploité sans vergogne une décision de création, dans sa ville, d'une nouvelle entreprise, décision à laquelle l'actuel Premier ministre était pour bien peu de chose, cela ne concernerait que les mœurs politiques et Jacques Chaban-Delmas, à la carrière déjà longue, n'en est pas à une entourloupette près. Cependant, peut-on admettre, dans le même temps, que le chef du gouvernement prétende que c'est sur ses directives que les entreprises se décident. L'hôte de Maignon ignorerait-il que la délégation à l'Aménagement du Territoire a fait tout son possible pour diriger Ford vers Charleville et que ce possible n'a pas suffi ? Que les objections de la firme américaine portaient sur la trop faible densité de la main-d'œuvre et son manque de qualification ?

(Suite en dernière page.)

Soutenez la campagne P.S.U. de Bordeaux en envoyant votre participation financière à la candidate du P.S.U. Laure Lataste, 7, rue Beaumarchais, Apt 798, 33-Cenon (C.C.P. Bordeaux numéro 2921-96).

Très spécial

Une instruction officielle stipule que, dans la 2^e Circonscription de Bordeaux, les préaux d'école mis à la disposition des candidats pour tenir leurs réunions publiques seront fournis avec une table et TROIS chaises. Un point, c'est tout ; Electeurs, debout ! Précisons que M. Chaban-Delmas ne tient aucune réunion publique dans ces préaux.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

P.S.U. - VOTEZ LAURE LATASTE - P.S.U.

Appel du P.S.U.

Aux parents, Aux élèves, Aux enseignants,

Chaque année, le gouvernement prétend assurer par des palliatifs divers une rentrée scolaire toujours plus difficile. Les solutions de fortune se succèdent, tandis que les retards de crédits, les erreurs et les carences s'accumulent. Pour le pouvoir, la rentrée est proclamée réussie à partir du moment où tous les élèves prévus ont pu pénétrer dans une salle avec un maître pour les tenir.

Qu'importe si les effectifs atteignent ou même dépassent 50 élèves dans une maternelle, 35 dans un cours moyen ou une 6^e, 40 dans une terminale.

Qu'importe si on a refusé des inscriptions dans certaines classes scientifiques ou techniques, sous couvert d'orientation.

Qu'importe si l'on n'a pas donné aux maîtres les moyens pédagogiques et matériels pour faire leur travail.

Qu'importe si l'on voit un grand nombre d'auxiliaires, de suppléants et de remplaçants, obligés de travailler sans qualification, sans statut, dans la dépendance totale de l'administration.

Qu'importe, car en réalité : à quoi sert l'école ?

Pourquoi cet ennui qui s'y répand ? ces programmes désuets ? ces méthodes arriérées ?

Pourquoi le redoublement (un enfant sur trois redouble la 1^{re} année du primaire ; à la fin de leurs études secondaires, 2/3 des élèves de classique et moderne et 4/5 du technique ont plus que l'âge normal) ?

Pourquoi cette orientation si discutable des élèves ?

Pourquoi cette coupure avec la vie réelle et les préoccupations des travailleurs ?

Parce que la bourgeoisie et ceux qui gouvernent en son nom, veulent faire de l'école une immense « garderie » où l'on encadre les jeunes le plus solidement possible (qui plus est, avec des frais scolaires de plus en plus lourds !) avant de les lancer sur le marché du travail

- avec une formation professionnelle minimale (ou inadaptée) qui les met à la merci des employeurs ;
- avec un esprit respectueux des autorités établies.

Parce que la bourgeoisie veut réserver à ses enfants les postes de responsabilités économiques et politiques.

La réorganisation de l'enseignement à laquelle procède le pouvoir

(dans les maternelles, les C.E.S., l'université) aboutit à défavoriser encore davantage les familles ouvrières et paysannes, et à imposer un contrôle politique et culturel plus autoritaire sur tous les jeunes.

Le gouvernement met en danger le service public de l'Education nationale

Augmentation des frais de pension, limitation des bourses, aide à l'enseignement privé...

« Il gonfle les effectifs par classe : (regroupements de classe) pour que le maximum devienne la norme. Il organise la coupure entre le cycle court et le cycle long (dans le C.E.S. et à sa sortie). Il maintient les épreuves de contrôle traditionnelles (exercices écrits, examens) qui vérifient seulement l'assimilation par les élèves d'un langage, d'expériences et de comportements qui sont ceux des classes dirigeantes. Qui s'étonnera que l'on trouve si peu d'enfants d'ouvriers ou de paysans dans les classes avec latin et maths, les préparations aux Grandes Ecoles, et les Grandes Ecoles elles-mêmes ?

« A la fin du cycle élémentaire, 52 % des enfants d'origine ouvrière (40 % de la population active) quittent l'enseignement contre 0,5 % des enfants de cadres supérieurs (5 % de la population active) ».

« Pour 23 enfants d'ouvriers en plus en cinq ans (1959-64), il y a eu 422 enfants venant du milieu des professions libérales en plus à l'université... On voit que les familles aisées et cultivées bénéficient au maximum de la "démocratisation" » (1)

Le gouvernement et le patronat augmentent leur pression sur le système scolaire :

- par le contrôle accru du patronat sur l'enseignement technique (CET et IUT notamment) : taxe d'apprentissage, contrôle des examens et de l'embauche, présence dans les conseils d'administration, les cours même...

- par la politique dite de « participation » dont tout le monde reconnaît le bilan comme nul, mais



qui vise à faire endosser par les usagers de l'école la politique du pouvoir au service de la bourgeoisie (sanctions contre les élèves, modes de sélection...),

- par la répression sous toutes ses formes : si elle vise — là comme ailleurs — tous ceux qui critiquent la nature du pouvoir et les fondements du régime, il est significatif qu'elle s'abatte aussi — directement ou sournoisement — sur tous ceux qui touchent aux méthodes et au contenu de l'enseignement, sur tous ceux qui s'efforcent de montrer par l'action que le système scolaire d'un régime capitaliste ne peut répondre aux exigences des jeunes et des travailleurs.

Cela ne peut plus durer

Pour garantir les profits de la classe dominante, le pouvoir sacrifie délibérément l'avenir de la majorité des jeunes.

Il compte sur le silence, sa propagande et le jeu des intérêts corporatifs. Mais il dépend de nous que sa politique soit mise en échec.

Parents, ne tombons pas dans le piège que nous tend le gouvernement : ce ne sont ni les jeunes, ni les enseignants qui sont d'abord responsables des difficultés de l'école, mais le pouvoir lui-même.

Elèves, lycéens, lycéennes : luttons pour le changement de ce système de conditionnement et de ségrégation, aux côtés des professeurs qui travaillent aussi à ce changement.

Enseignants, refusons de cautionner la politique scolaire de ce régime et montrons qu'il existe une autre possibilité !

Non à la surcharge des effectifs, à l'aggravation des conditions de travail.

Non à la ségrégation sociale organisée au détriment des enfants des travailleurs.

Non au piège de la « participation ».

Non à la répression sous toutes ses formes.

Oui aux luttes conjointes des parents, des lycéens.

Pour libérer l'enfance et la jeunesse de l'oppression capitaliste.

Pour le contrôle des travailleurs sur l'enseignement.

Pour la liberté d'expression et d'organisation des élèves.

Pour l'unité du recrutement et de la formation des enseignants.

- Oui au changement révolutionnaire du régime économique, social et politique, qui seul permettra d'élaborer un changement profond de l'école au service des jeunes et de tous les travailleurs.

- Ce texte peut être affiché. Il en est tiré un tract imprimé qui doit être diffusé massivement : le commandeur d'urgence, 81, rue Mademoiselle, ou 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e).

(1) Extrait d'un rapport de l'O.C.D.E. (avril 70).

Le compte rendu (imprimé) des Assises Nationales sur l'Enseignement (Mai 1970) est paru : le commandeur 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e) (3 F ou 2 F suivant le nombre).

luttones internationales

Chili : les problèmes d'une victoire

Rémy Grillault

Salvador Allende, candidat du Front Populaire est arrivé en première position aux élections présidentielles chiliennes du 4 septembre, devançant le candidat réactionnaire Alessandri et le représentant de la démocratie-chrétienne Tomic. Mais Allende doit encore obtenir un vote favorable du Parlement où l'attitude des députés démocrates-chrétiens sera décisive. Comme il est acquis qu'ils voteront pour lui ou s'abstiendront pour la première fois en Amérique latine, un candidat se disant ouvertement marxiste et promettant de « jeter les bases d'un Etat socialiste » arriverait au pouvoir. C'est le succès le plus important de la « gauche » dans cette partie du monde depuis la révolution cubaine.

Pour les révolutionnaires du monde entier, ce devrait être l'occasion d'une analyse sérieuse des voies permettant la prise de pouvoir socialiste : les stratégies de Front Populaire et de lutte armée s'excluent-elles mutuellement ? Peuvent-elles être combinées en fonction des situations de chaque pays au sein de l'impérialisme mondial ? De cette réflexion les partis communistes européens ne donnent malheureusement pas l'exemple : leur optimisme moralisateur devant le succès de ce qu'ils prennent sans doute pour une forme exotique de démocratie avancée, n'est pas le meilleur service qu'ils peuvent rendre à nos camarades chiliens. De même, une partie de l'extrême gauche révolutionnaire, multipliant de façon abstraite la lutte armée et les leçons de l'expérience cubaine, croit pouvoir se débarrasser du problème que lui pose l'expérience Allende en lui déniait tout caractère révolutionnaire sous prétexte que son succès est de nature électorale. Les choses ne sont pas aussi simples malheureusement pour les deux dogmatismes.

Le Chili : impérialisme et bourgeoisies nationales

Le Chili, depuis la conquête espagnole se trouve directement intégré à l'économie capitaliste. Après cinq siècles, le seul changement réel concernant les relations internationales du pays a concerné la forme d'exploitation capitaliste subie : coloniale et mercantile jusqu'au XIX^e siècle par la métropole espagnole, néo-coloniale et com-

merciale jusqu'au milieu du XX^e siècle par la métropole britannique, impérialiste à dominante financière et technologique par la métropole yankee depuis.

Alors qu'il était producteur de biens d'équipement au XIX^e siècle, le Chili doit importer aujourd'hui 90 % de ses installations et de son matériel.

Or, le commerce extérieur dépend des exportations de cuivre, aux mains du capital américain. Les sommes tirées de ces ventes de métal (77 % des recettes en devises) sont plus que compensées par le paiement de « services » à l'étranger (dette extérieure, envoi de fonds, coût des transports...) qui mettent la balance chilienne des paiements en déficit permanent.

Par ailleurs, la société chilienne est marquée par une inégalité croissante : la répartition du revenu national par catégories sociales montre qu'au quart improductif de la population vont les trois-quarts du revenu national.

En outre l'inflation et la fiscalité entraînent une baisse constante des revenus absolus des catégories à revenus faibles.

Enfin les classes moyennes urbaines jouent un rôle très important et contradictoire dans

la société chilienne. Liées par leur emploi (dans les banques ou dans les entreprises dominées par les Américains) à l'impérialisme, elles ont un type de comportement social fortement marqué par un modèle américano-européen. Mais d'autre part leurs salaires relatifs étant en baisse depuis une dizaine d'années elles témoignent désormais d'une attitude fortement revendicative.

Un autre phénomène important pour comprendre la société chilienne est l'importance des **populations marginales**.

Les « capitalistes d'un sou » (penny capitalists), certains travailleurs du bâtiment et des chômeurs arrivés de la campagne constituent le gros de la population flottante qui habite les bidonvilles (« callampos » ou « conventillos »). Mais ces couches sociales sont trop sujettes aux illusions populistes et trop marginales dans l'économie pour constituer une base solide pour l'action révolutionnaire.

L'échec démocrate-chrétien

Les journalistes bourgeois ne manquent jamais de célébrer le Chili comme un modèle de vertu et de démocratie politique dans un continent en proie aux coups d'Etat. Il reste à expliquer pourquoi, malgré la domination impérialiste, le parlementarisme bourgeois a pu



Salvador Allende

fonctionner à peu près normalement.

Economiquement, l'exportation de cuivre en quantités considérables a permis au Chili de constituer une classe moyenne importante. Politiquement, les partis de « gauche » (socialistes, communistes) liés à cette classe moyenne ou à une classe ouvrière relativement privilégiée par rapport aux populations rurales ou marginale, ont orienté leurs revendications plus vers la demande d'une meilleure répartition des revenus que vers une remise en cause globale du système économique.

Par deux fois, au début et immédiatement après la deuxième guerre mondiale, des coalitions de Front Populaire ont été au pouvoir. Les mesures « sociales » qu'elles ont prises ont contribué à réduire l'acuité des affrontements, bien que les capitalistes se soient empressés de liquider par l'inflation les conquêtes populaires.

En 1958, un Président de la République conservateur — Alessandri — fut élu. Il fut ce qu'on attendait de lui : un serviteur zélé des intérêts de l'oligarchie terrienne et des gros industriels complices de l'impérialisme yankee. Sa politique rétrograde suscita un mécontentement populaire, que la démocratie chrétienne mit à profit pour faire sa percée politi-

que à l'élection présidentielle de 1964. Les projets de « révolution dans la liberté » de Frei séduisirent les classes moyennes et les paysans chiliens.

Pour éviter le pire, les secteurs privilégiés ne ménagèrent pas leur soutien à Frei : celui-ci fut élu.

Mais la « société communautaire chrétienne » s'avéra une stratégie néo-capitaliste avancée, sa réforme agraire une lente répartition de terres sans soutien économique et technique aux nouveaux occupants et la « chilénisation » du cuivre, un achat de participations effectué à prix élevé, pour le plus grand profit des monopoles disposés à réinvestir dans des secteurs plus rentables.

Les conséquences de ce demi-échec furent une radicalisation des classes moyennes, un mécontentement larvé du paysannat et un renforcement de la classe ouvrière autour de la gauche socialiste et communiste.

Aux élections de 1970, l'oligarchie terrienne, financière et industrielle se regroupait autour de l'ancien président Alessandri et s'efforçait d'entretenir un climat d'insécurité qui ferait basculer une fraction des classes moyennes de son côté. La démocratie chrétienne, elle, lançait un nouveau candi-

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

dat (Tomic), apparemment plus radical que Frei. Rien n'y fit. Le candidat de la classe ouvrière remporta les élections avec son programme de « transition vers le socialisme ».

Les limites du social-réformisme

Le programme est ambigu et ne peut suffire à créer des développements réellement révolutionnaires : il ne constitue qu'une variante — hardie — du social réformisme latino-américain.

Certes il permettrait d'éliminer l'oligarchie terrienne. Mais celle-ci ne constitue plus depuis quelques années l'élément fondamental des forces réactionnaires. Son allié traditionnel, le capital impérialiste, ne considère plus en effet son existence comme indispensable à ses desseins.

L'application du programme de l'U.P. pourrait également assurer une industrialisation du Chili — mais au prix de nouvelles formes de dépendance : les secteurs choisis par les planificateurs de l'U.P. pour orienter les investissements américains financés par l'Etat chilien, en contre-valeur de la nationalisation des cuivres, seraient les secteurs les plus rentables et technologiquement les plus avancés de l'économie chilienne (comme la pétrochimie).

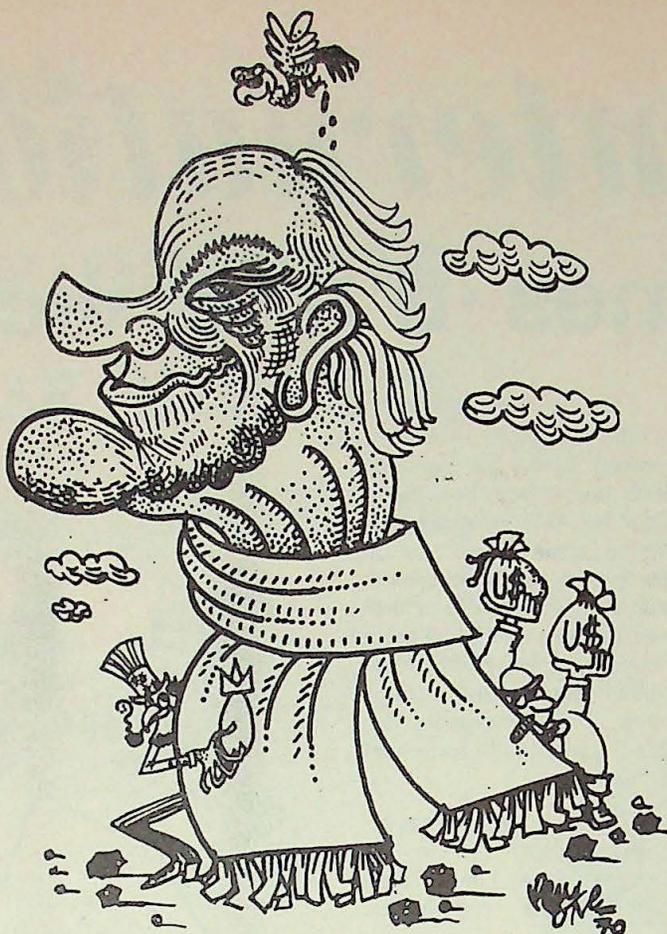
Ainsi la nationalisation des cuivres telle qu'elle est envisagée aboutirait pour les monopoles américains à un transfert de capitaux d'un secteur à un autre — avec un taux de profit sans doute plus élevé et des possibilités de contrôle au moins aussi grandes bien que plus discrètes.

Vers une stratégie de « lutte combinée »

A court terme, les choix d'Allende ont le double avantage de ne pas justifier une intervention armée des Etats-Unis et d'isoler l'oligarchie terrienne. Ce serait en effet une grave erreur pour Washington de s'attaquer militairement à un gouvernement qui bénéficie d'un large soutien populaire et dont le programme avoué ne va pas au-delà d'un vigoureux réformisme.

Ceci dit, il ne faut pas sous-estimer les contradictions et les nouveaux rapports de force que l'application même du programme Allende peut développer dans la société chilienne. La logique des nationalisations conduit à une mainmise de l'Etat sur l'économie et peut faire apparaître un type nouveau de relations des masses au pouvoir.

Les éléments réformistes bourgeois de l'U.P. pourraient bien alors se trouver dépassés par la mobilisation populaire.



Jorge Alessandri

sés par la mobilisation populaire. L'élément le plus positif à l'apparition de tendances révolutionnaires réside dans la politisation de la classe ouvrière chilienne et dans l'existence de puissantes organisations de masse — notamment les « comités populaires » de soutien à l'U.P. L'élément le plus dangereux en contrepartie se situe au niveau des dirigeants actuels de ces organisations de masse. Le rôle de la gauche révolutionnaire serait alors de préparer à la base les comités ouvriers, paysans et étudiants de l'U.P. aux affrontements décisifs contre l'impérialisme, contre l'armée professionnelle et la démocratie bourgeoise, inévitables lorsque apparaîtra la possibilité de changer la nature de classe de l'Etat. De la prise de conscience par les éléments révolutionnaires — appartenant à l'U.P. ou travaillant en liai-

son avec ces comités — de la nécessité de préparer ces luttes dépendra le sort de la révolution chilienne. Les erreurs du P.C. indonésien (compromissions avec l'armée et l'Etat bourgeois) ne doivent pas être reproduites.

La victoire électorale n'est pas un élément négligeable — peut-être était-elle même nécessaire en raison de l'importance des classes moyennes — à condition qu'elle ne soit considérée que comme une étape vers l'affrontement décisif. L'expérience politique chilienne indiquera-t-elle la voie d'une stratégie de lutte pour le socialisme combinant succès électoral, lutte des masses et lutte armée ? Aucun moment de répit ne peut en tout cas être laissé à l'impérialisme au cours de ce combat sous peine d'échec.



Radomiro Tomio

Le Front Populaire chilien

Le Front Populaire (U.P.) est composé essentiellement de quatre forces politiques : les communistes et les socialistes, qui représentent la classe ouvrière et des couches radicalisées de la petite bourgeoisie (étudiants), le M.A.P.U. (fraction dissidente de gauche de la démocratie chrétienne, implantée en milieu rural) et le parti radical, qui apporte le soutien d'une fraction des classes moyennes.

Le parti socialiste se divise en deux tendances qui se situent à gauche et à droite du parti communiste. Celui-ci, qui attaque très durement les « gauchistes » du M.I.R. (mouvement de la Gauche Révolutionnaire) au Chili n'est pas par définition opposé à une stratégie de lutte armée : s'il condamne les Tupamaros (guerrilla urbaine) en Uruguay, il donne son appui — prudent — aux guérilleros guatémaltèques et colombiens. L'U.P. est organisé en « comités populaires », créés pour assurer la victoire électorale d'Allende et mobilisés actuellement de façon permanente, mais non-armés.

Le M.I.R. (surtout implanté parmi les étudiants et les couches marginales), qui avait durement critiqué la stratégie « électoraliste » d'Allende n'a pas encore déterminé sa position après la victoire de celui-ci.

● Le programme du Front populaire comprend essentiellement :

- une radicalisation de la réforme agraire ;
- des nationalisations (cuivres, banque, commerce extérieur, l'industrie laitière et les textiles — d'autres industries n'ont pas été précisées) ;
- le rétablissement ou l'établissement des relations diplomatiques avec la Havane (Allende est un ami de Fidel Castro), Pékin, Hanoï, Pyongyang et Berlin-Est.
- une « Assemblée du peuple souverain » qui remplacerait les deux Chambres actuelles.

● La stratégie des « mesures de transition vers le socialisme »

Allende considère que l'U.P. doit tenir compte de l'importance des classes moyennes au Chili et ne peut d'emblée introduire des changements fondamentaux dans le système économique. Sa stratégie vise d'abord à isoler la droite (l'oligarchie terrienne) et appliquer un programme de réformes acceptable pour les classes moyennes (nationalisation du cuivre et des banques). Dans un premier temps, il s'agirait de créer une économie d'Etat forte et d'améliorer les conditions de vie du peuple. La radicalisation de la réforme agraire devrait valoir au gouvernement l'appui des paysans.

Ces éléments expliquent le soutien que la démocratie chrétienne apporte actuellement à l'U.P.

De plus, Allende veut éviter l'affrontement direct et immédiat avec les monopoles impérialistes. Il promet donc d'indemniser les compagnies américaines qui seront nationalisées.

Les organisations palestiniennes

Henry Rosengart

Pour comprendre la révolution palestinienne, il faut d'abord se débarrasser l'esprit de toutes les contre-vérités qu'on publie à son propos. Ainsi la presse présente-t-elle le F.P.L.P. comme la plus « révolutionnaire » des organisations, sous prétexte qu'elle fait preuve d'« intransigeance » et emploie des méthodes « extrémistes ». Par opposition, le Fath fait figure d'organisation « modérée » parce qu'il négocie avec Hussein, et que ses dirigeants vont d'une capitale à l'autre. Ceci est aussi absurde, à priori, que de présenter les Tupamaros uruguayens comme étant plus « révolutionnaires » que les négociateurs vietnamiens à la Conférence de Paris.

On présente aussi le F.P.L.P. comme « marxiste-léniniste », sous prétexte qu'il SE qualifie comme tel ! On va même jusqu'à le qualifier de « maoïste », parce que des photos de Mao

Nous ne parlerons que du Fath, du F.P.D.L.P. et du F.P.L.P. (qui toutes trois jouent un rôle politique prépondérant) en laissant de côté non seulement les groupuscules, mais aussi la Saïka -- créée par le Baas syrien après 67 et devenue rapidement la seconde force après le Fath, sur le plan strictement militaire -- et le Front de Libération Arabe (F.L.A.), créé par le Baas irakien et dont l'importance militaire n'est pas négligeable. Les feux de l'actualité ayant été braqués sur le F.P.L.P., nous allons commencer par lui, en reportant à la semaine prochaine l'analyse du F.P.D.L.P. et du Fath.

Le F.P.L.P.

Le F.P.L.P. est issu du Mouvement Nationaliste Arabe (M.N.A.), mouvement nationaliste de droite, fondé par des étudiants de l'Université améri-

part de ceux qui, comme lui, sont issus du M.N.A., ont introduit dans le mouvement de libération palestinien un type d'action caractéristique du nationalisme arabe. Comme par exemple l'assassinat politique, auquel l'actuelle direction du F.P.D.L.P. n'a échappé (après sa scission, en février 69, avec Habache) que grâce à la protection du Fath. La phraséologie « marxiste-léniniste » que le F.P.L.P. affectionne date de l'adoption, en août 68 d'un programme politique où la référence au marxisme-léninisme apparaît pour la première fois. Ce programme fut formulé par Hawatmeh et ses amis. Il a été si peu mis en pratique que Hawatmeh, entraînant derrière lui l'élite intellectuelle du F.P.L.P., créa le F.P.D.L.P. (en déclarant qu'il est impossible de transformer un parti petit-bourgeois en parti marxiste-léniniste).

En dépit de ses références à Lénine, Mao ou Guevara, l'actuelle direction du F.P.L.P. demeure fondamentalement fidèle à l'esprit et aux méthodes du M.N.A. Extrémiste au sens droitier du terme, le F.P.L.P. est utilisé par la bourgeoisie pour dénaturer les buts et la pratique de l'écrasante majorité de la résistance.

Buts et pratique militante que le F.P.L.P. applique d'ailleurs également, PARALLELEMENT à ses méthodes publicitaires ! Précisons que ce ne sont pas les mêmes militants qui se livrent à ces deux formes d'action : à la base du F.P.L.P., de nombreux militants travaillent sérieusement parmi les masses (selon une pratique dont nous reparlerons), en liaison avec ceux du F.P.D.L.P. et du Fath, et apparemment sans aucune liaison organique avec la bureaucratie dirigeante ! La liaison est de pure forme !

Conflit de générations

Autre part essentielle de l'activité du F.P.L.P. (qui en fait une organisation plus sérieuse que les détournements d'avions le laissent penser) : les actions de propagande, d'agitation et de sabotage en Palestine occupée -- notamment à Gaza, où le M.N.A. était fortement implanté dans les années 50. Selon un rapport du F.P.L.P., 220 opérations militaires ont été menées à bien au cours du premier semestre 1970 (89 à Gaza, 24 en Cisjordanie, 24 en Galilée, 14 dans la vallée du Jourdain, 36 dans les territoires occupés en 1948 -- entre autres : explosion d'une fabrique d'armement près de Tel Aviv ; plusieurs violentes batailles rangées dans la zone de Gaza ;

explosion de la banque Lumi à Tel Aviv ; attaque à la grenade d'un poste de police dans la Jérusalem arabe, etc.).

Pour terminer, signalons encore deux particularités du F.P.L.P. : d'abord un culte quasi-religieux pour Habache (autre résidu du nationalisme arabe...) ; en second lieu, une contradiction profonde au sein même de la direction. Le F.P.L.P. a, en effet, créé une école de cadres politico-militaires, d'où est issue une première promotion de 60 responsables qui ont eu pour mission de monter à la direction. De sorte qu'un

conflit s'est instauré entre cette nouvelle génération de cadres (d'éducation marxiste) et l'ancienne (d'éducation nationaliste).

L'évolution tumultueuse du F.P.L.P. n'est donc pas achevée... Précisons que, quoique passant pour « maoïste », l'actuelle direction tient l'U.R.S.S. pour socialiste et révolutionnaires « malgré ses erreurs » et a d'excellentes relations avec le P.C. jordanien... Ceci dit, elle se plaint de recevoir de la Chine « plus de livres rouges que de klachinkovs » (mitrailleuse de modèle russe)... □

Une indignation suspecte

En prenant, sans consulter les autres organisations palestiniennes, l'initiative de détourner des avions civils et de garder leurs passagers en otages, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (F.P.L.P.) nous rappelle une fois de plus que la résistance palestinienne n'est pas encore unifiée. La « suspension » du F.P.L.P. par le comité central de la résistance (C.C.R.P.) ouvre une crise dont on ne peut encore prévoir l'aboutissement.

Ceci dit, nous n'allons pas ajouter une voix de plus au concert de « protestations indignées » d'une presse qui, depuis 23 ans, trouve parfaitement conforme aux « lois de la civilisation » que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants soient obligés de vivre sous des tentes et des baraques, dans des conditions matérielles et morales sans comparaison avec celles que les passagers des avions détournés ont dû momentanément subir.

Il n'est pas admissible de garder des dizaines d'innocents en otages, même pour quelques jours et dans des conditions supportables. A plus forte raison est-il dix mille fois moins admissible de condamner des centaines de milliers d'innocents à vivre dans les conditions scandaleuses des immenses bidonvilles jordaniennes. Autrement dit, nous ne reconnaissons qu'à ceux qui n'acceptent pas qu'un peuple entier soit expulsé de son territoire national le droit de critiquer les méthodes du F.P.L.P. Parmi ces journalistes qui s'érigent en défenseurs des « lois du monde civilisé », combien se scandalisent de la venue en Europe de Suharto, chef de l'Etat indonésien et assassin en chef d'un demi-million de ses compatriotes ? Combien ont protesté à l'époque récente où ce massacre a eu lieu ? Et combien condamnent depuis juin 67 la politique de représailles collectives appliquée par l'armée israélienne ? Il suffit de voir cette presse réagir à l'arrestation de 450 Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza ! comme l'écrit à ce propos le correspondant du « Monde » à Londres (15-9) : « Dans l'ensemble, la presse exprime avec nuances et modération sa désapprobation de l'attitude israélienne. » Soyez misérables, ou ayez la peau noire, jaune ou bistre : vous aurez droit aux « nuances » et à la « modération » ; pour avoir la faveur des « protestations indignées », il faut être un bourgeois à peau blanche.

Bref, une fois de plus, la presse bourgeoise rappelle son attachement indéfectible à ses traditions versaillaises. Qu'on se rappelle ses cris d'horreur en 1871 à l'annonce de l'exécution de quelques otages par les communards, et son écœurante acceptation des massacres de 30.000 Parisiens par les sbires de M. Thiers (ce criminel que nos livres d'histoire osent toujours décrire comme un homme politique honorable !). Des Parisiens de 1871 aux Palestiniens de 1970, c'est un siècle de mensonges, de calomnies, de silences complices, et d'insultes à la misère qu'il faut avoir présent à l'esprit, chaque fois qu'on lit un journal bourgeois on qu'on écoute une radio périphérique.

H. R.



A.F.P.

ornent ses bureaux et que Habache ambitionne d'être « le Mao de la Palestine » ! Le fait est que n'importe quel mégalomane collectionneur de posters peut se réclamer de n'importe quelle tendance : faut-il pour cela le prendre au mot ? Comme les journalistes bourgeois essaient rarement d'aller au fond des choses et se contentent généralement de bavarder avec de hauts responsables entre les murs paisibles d'un bureau d'information, nous avons droit non pas à des informations sur ce que sont réellement les organisations palestiniennes (connaissance que seule l'enquête sur le terrain peut permettre d'avoir) mais à des « informations » fondées sur ce que des dirigeants pensent de leur organisation et des organisations rivales.

Pour notre part, nous ne jugerons chaque organisation, ni sur ce que d'autres pensent d'elle, ni sur ce qu'elle déclare être, ni même sur la ligne politique dont elle se réclame, mais essentiellement sur son activité pratique -- la réalité de cette activité se mesurant aux résultats concrets qu'elle a permis d'atteindre.

caine de Beyrouth en 1951 et où ont milité aussi bien Georges Habache (dirigeant actuel du F.P.L.P.) que Nazef Hawatmeh (dirigeant actuel du F.P.D.L.P.) Son slogan, ultranationaliste était : « Sang, Fer, Feu, Unité, Victoire, Vengeance ». Ce mouvement connut ses premières divergences en 1960, entre l'aile droite (ouvertement nationaliste bourgeoise) et l'aile gauche, minoritaire. En 1965, le groupe d'Hawatmeh se réclame du marxisme et quitte le M.N.A. En 1966, se crée le groupe des « Héros du Retour » (Choukeiry) et peu avant la guerre des six jours, le groupe des « Jeunes de la Vengeance ». Après la défaite de juin, ces deux organisations s'uniront au « Front de Libération palestinien » et à d'autres organisations clandestines pour constituer le F.P.L.P. (octobre 67).

Extrémisme de droite

Il faut avoir ce passé en mémoire pour comprendre certaines pratiques, telles que les détournements d'avions, vivement critiqués par le Fath et le F.P.D.L.P. Habache et la plu-

Communiqués du Bureau National

De récentes déclarations du Parti Communiste dénaturent les positions adoptées par le P.S.U. au sujet des élections municipales de mars prochain.

Lors de son dernier conseil, le P.S.U. a élaboré une plate-forme nationale qui servira de référence à ses groupes de militants qui s'engageront dans la bataille municipale. En fonction de cette plate-forme, les militants P.S.U. s'attaqueront à toutes les formes de mainmise du capitalisme sur tout ce qui concerne le cadre de vie des travailleurs. Ils mettront en évidence l'impuissance croissante ou la complicité des collectivités locales face à l'offensive capitaliste qui vise à faire de chaque commune un simple rouage de l'Etat.

Partout où cela sera possible, ils proposeront la constitution de municipalités populaires, c'est-à-dire de municipalités fondées sur des formes d'action collectives permanentes, organisées pour soutenir les luttes des travailleurs dans leurs entreprises et pour mener le combat contre le régime, et qui entreprendront directement la lutte contre la spéculation foncière et contre la spoliation de notre cadre de vie par le capitalisme.

Dans tous les cas, ils s'attaqueront à la conception actuelle du pouvoir municipal fondé sur l'autoritarisme des maires, sur les décisions occultes d'un petit groupe de dirigeants, sur l'impérialisme municipal vis-à-vis des associations locales.

Au contraire, ils proposeront la participation de la population au débat municipal par tous les moyens possibles et à tous les niveaux.

C'est par rapport à cette plate-forme que la Direction nationale du Parti est mandatée pour conclure un **accord national** avec les forces qui partagent ces propositions. Un tel accord est aujourd'hui possible et nécessaire entre le P.S.U. et le P.C.F., mais sa réalisation dépend essentiellement des possibilités d'expression publique qui seront laissées au courant socialiste, du contenu de la plate-forme et de la levée des exclusives à l'égard des groupes révolutionnaires.

Le P.S.U. est conscient qu'en faisant ces propositions, il répond au profond désir de la grande masse des travailleurs qui souhaitent que les forces socialistes rassemblent leurs efforts. Cela doit être fait autour de propositions claires et offensives, faites sans sectarisme, et qui visent à mettre en cause le régime capitaliste, notamment dans ses mécanismes fonciers, et non à le consolider en gérant bourgeoisement les mairies.
(18 août 1970)

L'accord implicite de partage des zones d'influence dans le monde qui lie les Etats-Unis et l'Union soviétique, développe actuellement des conséquences importantes. Tout en sachant que cet accord fait reculer le danger d'une guerre nucléaire, il importe de garder une conscience claire de ses limites.

La consolidation des frontières allemandes qui résulte du traité germano-russe comme des négociations en cours entre la République fédérale et la République démocratique allemande ou la Pologne, estompe le risque d'un conflit international à propos du problème allemand. Mais cela n'est qu'un maigre apport pour les peuples d'Europe centrale et orientale. Le dogme de souveraineté limitée, imposé par Brejnev, sort renforcé de ces tractations diplomatiques, puisque la République fédérale a fait dépendre sa négociation avec l'Allemagne de l'Est de la conclusion préalable du traité avec l'Union Soviétique.

Au Moyen-Orient, les limites de cet accord apparaissent beaucoup plus gravement. Il est dangereux d'alimenter de grandes espérances avec des actes qui ne sont pas à leur mesure. Chacun sait aujourd'hui que cette région ne pourra retrouver la paix qu'à la condition que soit reconnue l'identité nationale du peuple qui a injustement fait les frais de la création de l'Etat d'Israël, le peuple palestinien. Son exclusion des négociations explique qu'il n'en attende rien de bon, et laisse craindre qu'une fois de plus les deux super-puissances ne soient d'accord que pour tenter d'imposer des solutions de force au mépris du droit des peuples. Comme la lutte du peuple palestinien ne se donne pas seulement pour objectif la reconnaissance en tant que nation, mais aussi la création d'un Etat socialiste, la pression américaine, pour interdire une telle issue et l'indifférence soviétique devant cette lutte qu'elle ne contrôle pas, s'expliquent très bien. Le soutien international à la lutte du peuple palestinien ne doit donc pas se relâcher. Il est devenu aujourd'hui une condition nécessaire d'une paix juste au Moyen-Orient.
(11 août 1970)

VIE

militante

Questions écrites

M. Michel Rocard demande à M. le ministre d'Etat chargé de la **Défense nationale** de lui préciser :

• quel a été le coût global de la récente campagne de tirs nucléaires qui s'est déroulée dans le Pacifique ;

• dans ce total, quelle est la part des engins expérimentés ? Quelle est celle de l'environnement technique (missions des personnels spécialisés, déplacements de bâtiments de la Marine, missions des Vautours, mesures de protection contre les radiations, prélèvements et analyses d'échantillons du nuage, etc.) ;

• quels enseignements ont pu être retirés de ces expériences ? En ce qui concerne en particulier la mise au point d'un engin thermonucléaire opérationnel ; ces expériences n'ont-elles pas fait apparaître des difficultés imprévues qui pourraient retarder le calendrier initialement établi ?

M. Michel Rocard demande à Monsieur le ministre de la **Santé publique** et de la **Sécurité Sociale** les raisons pour lesquelles la loi pénale n'est pas appliquée en matière de publicité des boissons alcoolisées.

Il est aisé de constater, à la lecture des hebdomadaires, à l'écoute de la radio ou simplement en circulant sur les routes comme dans les villes, que de très nombreuses infractions aux art. 17 et suivants du Code des Débits de Boissons sont commises quotidiennement par les sociétés fabriquant les apéritifs et alcools.

Avant d'accéder au pouvoir, le parti Conservateur britannique avait publié un livre blanc sur la défense préconisant un rapprochement franco-britannique dans le domaine nucléaire. Plus récemment, la presse anglo-saxonne a fait état de déclarations du ministre français de la Défense qui n'écartait pas

la perspective d'une telle coopération.

M. Michel Rocard, député, demande à Monsieur le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale de lui préciser :

• si les contacts franco-britanniques sur ce sujet ont déjà dépassé le stade des sondages par la presse ;

• si et jusqu'à quel point la position prise par le ministre de la Défense exprime son opinion personnelle ou celle d'autres membres du gouvernement ;

• dans quelles conditions et dans quelles limites une collaboration nucléaire franco-britannique dans le domaine militaire serait approuvée par le gouvernement ;

• si le Conseil des ministres a déjà été appelé à se prononcer sur ce problème ; à quel stade de la négociation envisage-t-il de le soumettre au Parlement ; quand et de quelle manière entend-il soumettre cet important changement de politique militaire à la décision du corps électoral ;

• dans quelle mesure cette nouvelle orientation de la politique militaire pourrait-elle infléchir les précisions de la troisième loi de programme militaire ?

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

M.A.S.H.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
25.000 exemplaires

Le bureau national lycéens convoque une journée nationale lycéenne pour le dimanche 4 octobre à 9 h 30, 72, avenue Félix-Faure, salle du patronage laïque, métro Boucicaut.

L'importance de cette réunion nécessite la présence d'un nombre important de camarades :

— bilan du travail pour 69-70,

— organisation du secteur,

— place du secteur lycéen à l'intérieur du parti (comment assurer sa reconnaissance politique),

— préparation de la conférence nationale enseignement et du conseil national qui traitera des problèmes universitaires,

— état des rapports avec les autres groupes d'extrême gauche,

— mise en place en province du « centre des luttes lycéennes ».

Des informations supplémentaires seront envoyées aux lycéens dont nous avons les adresses et aux secrétaires fédéraux (se mettre en rapport avec eux).

Les camarades ne pouvant payer tous leurs frais doivent demander une contribution de leur fédération.

Prévenir : B.N.L. P.S.U.,
81, rue Mademoiselle, 75-PARIS 15^e.

Permanence tous les samedis 14 h 30 à 17 h ou laisser message à SUF. 06-70.

Pour les billets de congrès écrire au plus vite.

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

de soutien à partir de 80 F.

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84

Com. Parit n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamo,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.



INEMA

Un français moyen comme les autres

Alain Moutot

Antoine Doinel, l'anti-héros du dernier film de F. Truffaut, est une vieille connaissance. Après avoir fait « Les 400 Coups », il s'initiait à « L'Amour à vingt ans » pour faire dans « Baisers volés », l'apprentissage de la vie professionnelle au sortir du service militaire. Les péripéties de « Domicile conjugal » sont celles d'un garçon qui semble s'être rangé, qui a pris femme. Il remplit ses journées à teindre de couleurs bizarres des fleurs qu'il revend par la suite, tandis que sa petite bourgeoise de femme donne des leçons de violon. En essayant d'atteindre le rouge absolu, Antoine carbonise un bouquet. Sa situation étant peu florissante, il doit changer de métier. Dans une entreprise américaine, il rencontre une japonaise avec laquelle il expérimente l'infidélité conjugale. Mais cette évasion sexuelle et exotique l'ennuie. Ce gosse lunaire se réfugie dans les bras maternellement tendus de sa femme.

C'est donc l'histoire banale du petit monde d'Antoine Doinel, dans la cour de son immeuble où sa vie quotidienne se déroule tranquillement au milieu de locataires qui constituent une galerie d'archétypes ; le chanteur d'opéra nerveux, l'ancien combattant pétainiste, la vedette de music-hall, etc.

La patte de Truffaut

Tout le film tient sur l'interprétation naturelle et spontanée de Jean-Pierre Léaud. Sur un ton badin et attendri à la fois, il sait faire éprouver au spectateur, ses sentiments, ou plutôt ses sensations, au cours de la vie de tous les jours. Il y a du reste sympathie complète pour ne pas dire identification entre l'auteur et son interprète, et cette collusion chaleureuse passe bien l'écran. Cette prise directe sur le train-train quotidien (importance des scènes d'escaliers, d'ascenseurs, des conversations de paliers) Truffaut la pimente de citations et de détails pleins de saveur. C'est là l'attrait du film, c'est là aussi ses limites.

Du cinéma français

En évoquant les problèmes sérieux de la vie d'un Français de notre époque, Truffaut aurait certainement, dans ce style frondeur qui lui est propre et qui fait l'originalité de son œuvre, trouvé matière à envoyer des coups de griffes. Non, il préfère lancer gentiment cette fleur. Sans doute a-t-elle quelques épines ! Ainsi, voulant remercier un sénateur qui l'a pistonné pour le téléphone, Antoine lui écrit : « Je vous remercie de m'avoir accordé en huit jours, ce que les Français attendent pendant des années. »

Mais cette critique ne va pas très loin.

Il est vrai que la petite bourgeoisie (Claude Jade), — et on ne peut pas ne pas la considérer comme le porte-parole de l'auteur — déclare au cours du film qu'une œuvre d'art ne peut pas être un règlement de compte. Effectivement, « Domicile conjugal » ne l'est pas !

Les ennuis du héros devant les problèmes de son temps : le rôle de la famille dans la société, le choix d'un travail ne semblent traduire que les variations d'un caractère quelque peu porté à l'instabilité.

Cette micro-société parisienne a été traditionnellement rassasiée. Alors on est porté à penser que la nouvelle vague s'est assagi. Par ce genre de films, on a fini par faire un certain cinéma français, sans force, parce que véritablement et volontairement coupé des racines du réel. En cela, l'œuvre devient parure ou décor, en fait, masque au sourire figé qui « divertit » l'homme pour mieux l'aliéner de sa réalité. Le cinéma américain dont Truffaut est pourtant un disciple quasiment inconditionnel, sait mieux dépasser ces limites et révéler les problèmes de son pays et de son époque.

Ce n'est pas le manque de courage de Truffaut qui est en cause. On a appris qu'il savait prendre ses responsabilités en vendant avec Sartre et Beauvoir, les journaux de la Gauche Prolétarienne.

On aimerait mieux qu'il applique la remise en cause sinon la contestation à son propre domaine.

Le Kibboutz, société différente

Henri Darin-Drabkin, l'auteur de ce livre (1) est un spécialiste du mouvement coopératif israélien.

Il s'agit d'une monographie sérieuse écrite avant la guerre de 1967 et montrant le rôle avancé du secteur collectif israélien, tant aux points de vue économique, social, culturel, éducatif qu'au niveau démocratique. L'auteur se garde bien de faire à travers l'analyse du mouvement kibboutzique, une apologie d'Israël ou une simple justification du sionisme.

Il est clair, en effet, qu'avec 3,5 % de la population israélienne (30 % de la population rurale) le secteur coopératif israélien est un îlot de socialisme, dont se sert idéologiquement et même économiquement l'Etat juif.

Cependant, il s'agit plus que d'une simple expérience de laboratoire : des dizaines de milliers de personnes sont au cœur de cette expérience qui apporte au problème de l'autogestion, de la démocratie directe, de la coopération agricole, de l'activité culturelle et éducative une tentative de réponse qui ne peut laisser indifférent le mouvement socialiste, quel que soit son environnement ou sa base économique réelle (la spoliation organisée des terres arabes par le fonds social juif).

Une fois bien définies les limites de l'expérience kibboutzique, il faut apprécier particulièrement ce que l'auteur appelle le « test social » : l'éducation collective de base se poursuit pour les jeunes jusqu'à 18 ans dans un climat antirépressif, qui favorise le plein épanouissement des individualités. L'expérience de groupe, depuis la pouponnière jusqu'à l'école secondaire, le rôle bien défini imparti à la famille, favorisent le développement du sens des responsabilités vis-à-vis des autres chez les jeunes. La démocratie directe constitue un autre aspect intéressant de l'expérience kibboutzique. Bien sûr, la période de l'assemblée générale démocratique gérant les petits kibboutz est dépassée aujourd'hui avec le développement d'unités comptant plusieurs centaines de membres, voire davantage. Le danger d'une déformation bureaucratique, de la délégation permanente des pouvoirs n'est pas absent. Cependant les garde-fous sont nombreux : absence de rémunération plus élevée pour les dirigeants ; mandats limités dans le temps ; travail beaucoup plus important pour les responsables qui favorise la rotation ; et surtout développement de l'éducation et de la formation, qui permettent à la démocratie de maintenir son champ d'action.

Chaque kibboutz, par ses différentes publications (revues et journaux) favorise la liberté d'expression, nourriture de base de la démocratie politique.

L'aliénation au travail, qui découle aussi de la dépendance du mouvement kibboutzique au système capitaliste israélien, n'est sans doute pas supprimée, mais comme le dit H. Darin-Drabkin :

« Le kibboutz a pu donner au travailleur un sens actif de la participation qui est, peut-être, la libération ultime du travailleur d'aujourd'hui, sa libération de la technologie. » Cette conclusion de l'auteur est un peu confuse sans doute, mais le socialisme dans un seul « secteur », malgré sa bonne volonté, est flétri de contradictions.

(1) Editions du Seuil.

La révolution française et nous

Il s'agit d'une préface, écrite par Daniel Guérin en 1944 pour son livre « La lutte de classes sous la Première République » et jamais publiée jusqu'alors.

Voilà un petit livre que chaque militant se doit de lire : il jette une lumière nouvelle sur la révolution de mai 68, une lumière qui vient de loin puisqu'elle remonte à la Révolution française.

On connaît la thèse de l'auteur : la Révolution française, dite bourgeoise, contenait, plus qu'en germes, les prémisses d'une révolution prolétarienne. C'est le développement du mouvement des masses populaires (les « bras nus » — ancêtres du prolétariat moderne) qui permit à la bourgeoisie la conquête du pouvoir, mais ce mouvement avait déjà son propre programme, ses propres revendications. Il n'y a pas de frontières absolues entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, le processus révolutionnaire est ininterrompu, et s'il s'interrompt, c'est d'une manière réactionnaire, au détriment de la classe prolétarienne. La Révolution française fut à la fois une révolution bourgeoise et un embryon de révolution prolétarienne.

Mais direz-vous, tout cela est bien loin ; en quoi sommes-nous concernés aujourd'hui par l'étude de ce problème ?

Daniel Guérin actualise la Révolution française, et retrouve, à son propos, les problèmes fondamentaux qui se posent aujourd'hui au mouvement révolutionnaire. Citons-en quelques-uns :

— « L'objectif » et le « subjectif » faut-il que le mouvement socialiste attende, pour s'engager dans un processus révolutionnaire, que les conditions matérielles objectives du

socialisme soient réunies ? (problème du socialisme dans les pays sous-développés). Comment passe-t-on d'une situation objectivement révolutionnaire à la révolution tout court ?

— Sur l'autonomie du mouvement des masses (la spontanéité révolutionnaire). D. Guérin rejoint certaines des idées de R. Luxemburg). En certains raccourcis remarquables de clarté, il évoque les rapports difficiles entre le mouvement des masses et l'avant-garde prolétarienne : ce sont les rapports fondamentaux pour un marxiste entre la nécessité et la praxis, entre les « lois » de l'évolution historique et le rôle de la conscience, c'est-à-dire de la volonté humaine. Il n'y a aucun déterminisme historique, aucun fatalisme qui conduise automatiquement au socialisme sans l'intervention de la conscience historique, laquelle elle-même influe à son tour sur le développement du mouvement des masses.

Enfin, et ce n'est pas le moins intéressant, Daniel Guérin dans un chapitre intitulé « La Révolution française berceau de la démocratie soviétique », s'attache à montrer le caractère avancé pour l'époque des tentatives de démocratie directe, de type communal mis en avant par la Révolution française : 1792, juin 1848, la Commune de Paris, juin 1936, août 1944, mai 1968, le chemin du socialisme est long et jalonné, mais la filiation est incontestablement directe avec les aspects les plus radicaux de la Révolution française. Les « enrégés » de mai 68, sont les petits-fils de ceux de 1793 ; ils prendront leur revanche !

(1) Editions La Taupie - Bruxelles - En vente à « T.S. », 54, bd Garibaldi.



IVRES

Monsieur Taix

« Je sais bien que par moments la démocratie est agaçante avec ses conciliabules sans fin. Mais jusqu'à présent on n'a rien trouvé de mieux pour préserver les libertés. »

Gabriel TAIX, réunion publique du 9 sept.

- que M. TAIX soit un admirateur des gouvernements des U.S.A. et préconise que l'entourage des ministres soit en majorité choisi parmi les « personnalités » du secteur privé (donc du patronat) (1);
- que M. TAIX veuille débudgétiser le déficit des transports en commun (et donc rentabiliser ce service public), tout comme M. Chalandon, et se prononce contre « toute idée d'extension des nationalisations » (1);
- que M. TAIX propose la dépense de milliers de milliards d'anciens francs pour attirer les grands trusts industriels internationaux, exactement comme M. Chaban Delmas et le député de Nancy (1);
- que M. TAIX dénonce l'aide apportée aux pays sous-développés, comme M. Cartier (1);
- que M. TAIX cite comme modèle M. Pradel, maire très réactionnaire de Lyon (1);
- que M. TAIX veuille augmenter la « rentabilité » de l'opération Mériadek, tout comme M. Chaban Delmas et le député de Nancy, alors que le problème est justement la « déportation » des habitants au nom de la « rentabilité » (1);
- que M. TAIX se prononce pour l'auto-route urbaine à péage, comme M. Chalandon (1);
- que M. TAIX trouve plus simple d'implanter les zones industrielles en lieu et

place des forêts domaniales, parce que le terrain appartenant à l'État y serait moins cher (1);

- que M. TAIX, enfin, tant dans sa stupéfiante conférence de presse du 21 août 1970 — dont nous avons extrait ses positions — que dans les deux premières semaines de sa campagne électorale (2), n'ait pas prononcé le mot de socialisme, ne l'ait même pas évoqué et n'ait pas abordé les problèmes relatifs à la condition des travailleurs,

Tout cela est bien le droit de cet homme au demeurant truculent et fort pittoresque.

Mais que M. Taix se permette de tromper les électeurs en se présentant sous des étiquettes (C.I.R. et P.S.) de tradition socialiste, tentant d'utiliser les aspirations des travailleurs à l'unité pour des fins électorales personnelles et sur des positions qui sont pratiquement les mêmes que celles développées par le Premier ministre et le député de Nancy, cela s'appelle de l'abus de confiance.

La question reste posée de savoir si la Convention et le Parti Socialiste étaient au courant des positions de M. Taix en lui accordant leur investiture et leur soutien.

L'unité de la gauche, dont ces deux formations parlent si souvent, a sûrement tout à perdre dans ce genre de manœuvre, et les électeurs de Bordeaux sauront, par leur vote, exprimer la réprobation qui s'impose en rejetant ce candidat qui n'est pas de gauche, encore moins socialiste.

(1) Voir conférence de presse de M. Taix, du 21 août 1970.

(2) Nous écrivons à la fin de la deuxième semaine de campagne.



Les dessous des deux bonnets

(Suite)

Le désaveu explicite de l'U.D.R. et implicite du Président de la République a fait du Premier Ministre un homme isolé chargé de faire une politique qui n'était pas la sienne.

Or cette politique c'est justement celle que voudrait tenter Servan-Schreiber. Sur les méthodes qu'il emploie les électeurs bordelais diront s'ils en ont ou non assez qu'on les prenne pour des idiots. Mais sur les objectifs que poursuit actuellement le courant néo-radical, c'est une autre affaire. Économiquement ils représentent en effet la solution la plus cohérente aux intérêts de la grande bourgeoisie. C'est-à-dire qu'ils visent à accélérer le processus d'intégration à l'économie européenne d'un capitalisme français encore trop archaïque.

Politiquement cette tentative passe en effet par l'éclatement du parti socialiste. Celui-ci embourbé dans sa tentative de reconstitution de feu la F.G.D.S. n'est pas mûr pour l'opération. Les résolutions de son dernier conseil national condamnant les alliances centristes ont montré, non pas que la social-démocratie française entendait repartir sur de nouvelles bases, mais que dans son impuissance actuelle il lui fallait se resserrer autour d'une vieille tradition sentimentale de « gauche ». Quand on agonise on trouve toujours refuge dans les principes. Pas question donc de compter réellement sur un

ralliement global de la social-démocratie au néo-radicalisme même si ce courant est finalement l'élaboration théorique de sa propre pratique. Il faut donc pour Servan-Schreiber dévoyer le maximum de socialistes (il prend soin de citer régulièrement ses « amis » conventionnels et socialistes), et pour le reste de faire sauter la « vieille maison ». Il n'est pas sûr que la façon dont il s'y prend personnellement soit la plus efficace. Mais c'est effectivement à cela qu'il faut arriver si la bourgeoisie française veut avoir non seulement une pensée économique, mais aussi une politique de rechange.

La seule social-démocratie européenne à l'avoir comprise est jusqu'ici l'allemande. Le S.P.D. ne s'y est pas trompé qui a fait savoir discrètement à Servan-Schreiber après l'élection de Nancy que c'était sa politique et non celle de Savary que l'on suivait attentivement.

La partie pourtant est difficile. Servan-Schreiber est seul et il arrivera un moment où le public lassé du spectacle le relèguera aux oubliettes... ou à « L'Express ». Si le courant politique qu'il représente n'a pas pu trouver de base sociale, s'il n'a pas mis en avant d'autres hommes, la bourgeoisie continuera, à défaut, de préférer la sécurité de Pompidou à l'aventure. Bordeaux est un moment important de l'affaire. Si Chaban s'en sort difficilement ce sera la preuve qu'il est temps d'ouvrir une nouvelle voie politique aux intérêts du capital. À l'inverse un échec de Servan-Schreiber fermera pour un certain temps cette possibilité. En tout cas il est urgent que les socialistes exploitent sur des bases révo-

lutionnaires les contradictions économiques et politiques actuelles de la bourgeoisie. Il est évident en effet que les travailleurs seront de moins en moins dupes et n'accepteront pas la fausse alternative qu'on leur propose. Il appartiendra au courant révolutionnaire de montrer dans ces conditions que le P.C.F. n'est pas le seul défenseur réel de leurs intérêts; objectif actuellement poursuivi par ce parti pour compenser l'échec de plus en plus manifeste de sa politique d'alliances.

À Bordeaux doit apparaître non seulement la grave crise que traverse la classe dominante, mais aussi pour les travailleurs et ceux qui luttent pour le socialisme un choix révolutionnaire qui prenne les moyens de se rendre crédible.

J.-J. est arrivé

(Suite)

Ce que démontre l'affaire Ford, c'est qu'il n'y a plus de politique nationale d'aménagement du territoire. Et cela, c'est grave. En effet, l'aménagement n'est pas une idée à la mode mais un problème réel. Aucune société ne peut fonctionner sans une certaine organisation de l'espace qu'elle occupe et sans une modification de cette organisation suivant l'évolution de ses besoins. Car l'espace géographique constitue non seulement le cadre des activités économiques, mais aussi le cadre de la vie, des activités sociales. Or, aujourd'hui plus que jamais, quand

on n'est plus capable d'imposer l'intérêt national à des groupes privés, fussent-ils étrangers, on ne peut plus parler d'une politique de l'espace.

Et puis, le plus extraordinaire de toute cette affaire, c'est sans doute le rôle qu'on entend faire jouer au secteur public. Les lecteurs de *Tribune* seront peut-être curieux d'apprendre que, pour répondre à la demande des travailleurs ardennais, le Premier ministre a trouvé un groupe industriel pour s'intéresser au sort de Charleville: il s'agit rien moins que de la Régie Renault. Heureuse roue de secours au moment où les princes du régime n'ont à la bouche que des projets de dénationalisation. Ainsi, les choses sont claires: lorsque les profits sont le critère dominant, le gouvernement est impuissant à leur imposer une localisation propice aux intérêts du pays, mais, lorsqu'il s'agit de sauver une situation désastreuse, le recours aux sociétés nationalisées reste la seule arme d'un pouvoir qui n'en est plus à une contradiction près. Quand on en est arrivé à ce degré d'impuissance, on ne doit plus s'étonner que la révolte couve chez les travailleurs, que ce soit à Charleville, à Bordeaux... ou à Nancy!

Même s'il n'y avait pas les scandales de la rénovation du quartier de Meriadek, même s'il n'y avait pas les spéculations dans l'aménagement touristique de la côte d'Opale, les travailleurs girondins trouveraient dans l'affaire Ford et ce qu'elle révèle assez de raisons pour préférer la cause du socialisme révolutionnaire aux différentes variantes d'un capitalisme pourrissant, « réformé » ou pas!